

Imaginer le(s) futur(s) alternatif(s) de la coopération belge au développement

Rapport final

Coordonné par¹
Adriana Moreno Cely (auteur principal)
Carla Vitantonio
César Escobar
Dirk Lafaut
Hichem Sahli
Kintu Mugenyi
Maria Mancilla García
Nathalie Nakabanda
Tom Vanwing

¹ Nous avons décidé de mettre les noms des auteurs par ordre alphabétique pour questionner les ordres établis dans le milieu universitaire.

PSR - Pistes pour la décolonisation de la coopération belge au développement

Imaginer le(s) futur(s) alternatif(s) de la coopération belge au développement

Le financement

Il s'agit d'un rapport indépendant commandé et financé par le cadre de recherche d'appui aux politiques (PSR) pour fournir des résultats de recherche sur des thèmes d'intérêt spécifiques et commandé par la Direction générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DGD) . Ce projet a été financé par le VLIR-UOS.

Conflits d'intérêts

Les auteurs sont des universitaires impliqués dans la coopération au développement et des professionnels de l'humanitaire et du développement. Aucun des auteurs n'a d'intérêt financier dans les sujets du rapport, ni n'a été impliqué dans le développement de recherches primaires ou de revues publiées antérieurement sur les sujets du rapport.

Contributions

Les opinions exprimées dans ce rapport ne sont pas nécessairement celles du VLIR-UOS, DGD. La responsabilité des opinions exprimées incombe uniquement aux auteurs.

Des photos

Les photos reproduites dans ce document ont été prises par les chercheurs lors des ateliers avec l'approbation des participants .

2022 © Droits d'auteur

Les auteurs de ce rapport détiennent les droits d'auteur pour le texte de leurs critiques. Les auteurs autorisent les utilisateurs à imprimer son contenu pour leur propre usage non commercial, à condition que le matériel ne soit pas modifié, que les droits d'auteur et autres avis de propriété contenus dans le matériel soient conservés et que la source du matériel soit clairement citée, en suivant le détails de la citation fournis. Sinon, les utilisateurs ne sont pas autorisés à dupliquer, reproduire, republier, distribuer ou stocker des éléments de ce rapport sans l'autorisation écrite de la VUB et des auteurs.

REMERCIEMENTS

L'équipe de recherche tient à remercier tous² ceux qui ont contribué à cette étude. Nous remercions tout particulièrement tous les participants pour leur temps, leur engagement et leurs précieuses contributions, pour s'être engagés de manière proactive et partager leurs expériences, leurs réflexions et leurs sentiments lors des ateliers, des entretiens, des séances de rétroaction et de l'examen des résultats de la recherche. Sans leur participation, cette recherche n'aurait jamais été possible. Nous remercions également Ana Paula Aguiar et l'équipe Xpaths (<https://www.xpathsfutures.org/meet-ana-paula-aguiar-our-principal-investigator/>) pour leur temps et pour avoir partagé leurs connaissances et expériences avec nous sur la méthodologie 3horizons. Nous remercions également les étudiantes de la VUB Charlotte Maria Van Campfort et Josephine Yeboah-Afari, qui ont fourni un soutien essentiel tout au long du processus de recherche sur le terrain en Belgique. Nous espérons que les conclusions de cette étude pourront guider vers de nouveaux imaginaires pour la coopération belge au développement.

² Ce groupe respecte et défend l'existence de tous les genres et rejette l'imposition patriarcale du binaire masculin/féminin. Cependant, par souci de concision, dans ce texte, nous utilisons le masculin pluriel pour identifier tous les genres.

CONTENU

Remerciements	3
Liste des abréviations	5
Liste des tableaux	6
Liste des figures.....	7
1. INTRODUCTION.....	8
1.1. Méthodologie	9
1.2. Participants.....	14
1.2.1. Belgique.....	14
1.2.2. État Plurinational de Bolivie.....	16
1.2.3. Cuba.....	17
1.2.4. La République démocratique du Congo (RDC).....	18
1.2.5. ONG Internationales (INGO)	18
1.2.6. Ouganda.....	19
1.3. Plan du rapport	19
2. Cartographier les complexités	21
2.1. Barrières structurelles	21
2.2. Obstacles procéduraux	25
3. Imaginer des voies alternatives	29
3.1. Modifications structurelles proposées.....	29
3.2. Modifications procédurales proposées.....	33
4. Identification des hypothèses tacites, des tensions et des paradoxes	36
5. Cartographier les interprétations de la décolonisation pour co-créeer des futurs plurivers	41
6. conclusion	45
7. Références	46

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACODEV	Fédération francophone et germanophone des associations de coopération au développement
ARES	Académie De Recherche Et D'enseignement Supérieur
DGD	Direction générale Coopération au développement & Aide humanitaire
RDC	République démocratique du Congo
D4D	Digital for Development
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
HR	Human Resources
IFSI-ISVI	Internationale Syndicale Samenwerking
INGO	International Non-Governmental Organization
ITM	Institut of tropical medicine
LOCI	Localities, Ontologies, Commons, Integrated research group
MEAL	Monitoring, Evaluation, Accountability, and Learning
NGO	Non-Governmental Organization
NGAs	Non-governmental Actors
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODA	Official Development Assistance
PaCt	Putting At the CenTre
PSR	Policy Supporting Research
SDGs	Sustainable Development Goals
UCB	Universidad Catolica Boliviana
ULB	Université Libre de Bruxelles
UMSS	Universidad Mayor de San Simon
VLIR-UOS	Vlaamse Interuniversitaire Raad
VUB	Vrije Universiteit Brussel

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1-1 Nombre d'organisations contactées vs organisations participantes	14
Tableau 1-2 Belgique – Nombre total de participants	15
Tableau 1-3 Belgique - Organisations participantes.....	16
Tableau 1-4 Bolivie - Organisations participantes	17
Tableau 1-5 RDC - Organisations participantes.....	18
Tableau 1-6 Ouganda Organisations participantes	19

LISTE DES FIGURES

Figure 1-1 Cadre des Trois Horizons	10
Figure 1-2 Exemple de Rivières de la vie.....	11
Figure 1-3 Exemples d'avenirs souhaités.....	12
Figure 1-4 Exemple de problèmes identifiés	13
Figure 1-5 Belgique - Statistiques de genre par type d'organisation	15
Figure 1-6 Ateliers à Bruxelles.....	16
Figure 1-7 Bolivie - Statistiques de genre par type d'organisation	17
Figure 1-8 Cuba - Statistiques par sexe	17
Figure 1-9 INGO - Statistiques genre.....	18
Figure 1-10 INGO - Capture d'écran de l'atelier en ligne (Padlet)	19
Figure 2-1 Illustration du manque de transparence	22
Figure 2-2 Discrimination dans le secteur de l'éducation	25
Figure 3-1 Pas de coopération au développement à l'avenir	29
Figure 3-2 Nécessité de changer.....	30
Figure 3-3 Au-delà des relations de domination.....	31
Figure 3-4 Modification du système.....	32
Figure 3-5 Travailler ensemble pour un avenir partagé.....	32
Figure 3-6 Collaboration communautaire.....	33
Figure 3-7 Culture d'apprentissage	34
Figure 5-1 Cartographie des interprétations de la décolonisation dans l'aide au développement	42

1. INTRODUCTION

Le récit de l'aide au développement est présenté comme la volonté de faire du bien pour aider les populations laissées pour compte dans la marche jugée inéluctable de l'humanité vers la modernité [1] et la croissance économique. Cependant, son utilité et les multiples violences (par exemple, le racisme, le colonialisme, le patriarcat, le néolibéralisme, le capitalisme, l'extractivisme, etc.) dérivées de la modernité et de la croissance sont de plus en plus remises en cause [2]. Les universitaires, les mouvements sociaux et les agences d'aide au développement ont fait valoir que l'aide au développement a peu d'impact sur la réduction de la pauvreté dans les pays partenaires [3]. Ainsi, il y a une demande de changement de pouvoir de toutes parts, notamment élucidée depuis le Sommet Humanitaire Mondial (WHS) en 2016 et des mouvements sociaux tels que « Black Life Matters » et « Charity so White » et les manifestations du 60^{ème} anniversaire de l'indépendance de la RDC. Ces mouvements appellent à un besoin urgent de rompre avec les violences de la modernité/colonialité [4]–[6] et décoloniser les relations internationales et les pratiques d'aide au développement.

Dans le cadre de l'appel 2021 pour la recherche d'appui aux politiques (PSR) - Pistes pour la décolonisation de la coopération belge au développement, la Direction générale Coopération au développement & Aide humanitaire (DGD), en tant que bailleur de fonds et responsable de la politique et de la pratique de la coopération belge au développement, s'engage à comprendre le degré de colonialisme institutionnel dans ses structures. La DGD cherche des voies alternatives pour un avenir décolonisé de la coopération belge au développement. L'étude PSR vise à soutenir ces efforts, en explorant des voies alternatives possibles pour guider le gouvernement belge et les acteurs du développement dans leurs ambitions de décolonisation de la coopération belge au développement. Pour cela, la recherche explorera les perceptions et visions d'avenir des différents acteurs impliqués dans la Coopération belge au Développement. Cependant, il est important de noter que nous n'évaluerons pas les études primaires sur le « colonialisme » et les « relations de pouvoir », car cela dépasse la portée du projet. Les lecteurs intéressés peuvent se référer à la bibliographie citée.

Cette recherche a été menée par un consortium international, transdisciplinaire et multiculturel composé de chercheurs et de praticiens de Belgique, de Bolivie, de Cuba, de la République démocratique du Congo et d'Ouganda, dirigé par le groupe de recherche LOCI de la VUB. L'équipe de recherche a proposé une approche méthodologique participative pour (i) examiner les complexités, les tensions et les paradoxes émergents de l'industrie belge de l'aide au développement et (ii) explorer de nouveaux imaginaires avec les différents acteurs du développement qui pourraient conduire à des formes de collaboration décoloniale. Dans ce but, l'équipe a mis en place des ateliers participatifs et des entretiens, invitant un grand nombre d'acteurs directement impliqués dans des projets de coopération belge au développement à partager leurs expériences et visions d'avenir alternatifs pour la coopération au développement.

Selon les principes de recherche participative [7], le processus de recherche visait à établir un dialogue entre les différents systèmes de connaissances en se concentrant sur les perspectives et les expériences de personnes travaillant sur divers sujets, secteurs et postes dans les pays et participants impliqués dans la coopération au développement. Le rapport s'appuie sur leurs connaissances expérientielles et, à partir de ces expériences, approfondit les problèmes qui affectent le secteur de l'aide au développement. Les participants ont également exploré des façons alternatives de faire face aux défis identifiés à travers un processus de réflexivité personnelle et collective. L'équipe de recherche a facilité le processus et consolidé les idées des participants, en soulignant les divergences, les points communs, les tensions, les paradoxes et les propositions. Il est essentiel de souligner que malgré la diversité des acteurs qui ont participé à cette recherche, plus de 200 participants d'origines différentes, dont beaucoup issus d'organisations non gouvernementales, se sont intéressés à la question de la décolonisation ou ont déjà entamé des réflexions à ce sujet dans leurs organisations.

Bien que les enjeux identifiés dans cette recherche correspondent à des problèmes structurels anciens de nos sociétés, ils révèlent les perceptions et les sentiments des participants, qui considèrent que ces problèmes ne sont pas encore résolus et malheureusement elles sont toujours valables dans les pratiques de coopération au développement. Par conséquent, la plupart des participants ont exprimé la nécessité d'un changement fondamental et de traiter ces problèmes qui semblent être ancrés dans le secteur de la coopération au

développement. Par conséquent, cette recherche a confirmé ce que plusieurs auteurs nous ont déjà alerté sur les difficultés à briser la logique de la colonialité et la rhétorique de la modernité [4]–[6], [8]–[10] et les déséquilibres de pouvoir dans la coopération au développement [11], [12]. De même, il a vérifié la répétition des schémas coloniaux intégrés dans le modèle de développement et mis en œuvre à travers des programmes de coopération internationale [3].

Malgré les difficultés de sortir de la matrice coloniale, les participants ont osé rêver et imaginer d'autres futurs pour la coopération belge au développement. Ces imaginaires sont si divers et pluriels qu'ils montrent la nécessité d'accepter l'hétérodoxie politique [11] et osez explorer des chemins non traditionnels. Soulignons également que les participants ont appelé à une collaboration basée sur des valeurs telles que le respect, la confiance, l'empathie, la transparence, la solidarité et la souveraineté. De même, ils ont lancé un appel unanime à ouvrir des espaces de dialogue entre de multiples acteurs, y compris les bailleurs de fonds, afin qu'une construction collective de ces futurs souhaités puisse commencer.

Ce rapport cherche à servir de boussole pour guider ces dialogues en proposant une cartographie sociale [13] comme outil pédagogique. Cette méthodologie offre la possibilité de cartographier la variété des compréhensions et des interprétations de nombreuses associations socialement construites ou de mini-récits de clusters culturels, en particulier dans les cas où la diversité des valeurs et les différences culturelles prédominent [13]. L'exercice a cartographié les expériences, les désirs et les rêves des participants, complétée par une revue de la littérature. L'outil différencie les discours qui promeuvent des alternatives pour atténuer les rapports de force comme stratégies de décolonisation de l'aide au développement, ceux qui appellent à un changement de pouvoir ou d'autres qui jugent nécessaire de construire de nouveaux vocabulaires et modes de tissage des relations entre les habitants de la planète. Autrement dit, ce rapport appelle les lecteurs à reconnaître que la décolonisation est devenue un mot à la mode confortable pour le secteur de l'aide [14]. Ainsi, il y a un risque d'être coopté et dilué dans les récits traditionnels par la politique et les programmes de développement, comme cela s'est produit avec la participation [15], l'égalité des sexes [16]–[18], et la durabilité [19] qui finissent par dépolitiser les luttes des communautés afin de maintenir le discours dominant sur le développement et préserver le statu quo [15]. Ainsi cette recherche est une invitation à être profondément vigilant sur nos complicités [18] et à ne pas faire de la décolonisation une métaphore [20], et osez plutôt rêver d'avenirs alternatifs.

1.1. Méthodologie

La recherche a adopté une approche participative en tant que plate-forme pour écouter les diverses voix et expériences des personnes impliquées dans le secteur de l'aide au développement. Avec l'aide de la DGD, nous avons d'abord réalisé une cartographie des acteurs de la Coopération belge à impliquer dans notre étude (Voir Annexe-1 pour les détails). Nous avons ensuite organisé dix (10) ateliers en face à face et 49 entretiens avec divers groupes de pays et d'horizons différents (voir la section 1.2). Ensuite, nous avons analysé les transcriptions du matériel et des enregistrements générés dans chaque atelier/entretien, d'abord par pays, puis tous les pays ensemble, en appliquant une méthodologie d'analyse thématique inductive [21] pour identifier des thèmes clés dans les données.

Les différents ateliers ont suivi une méthodologie inspirée de l'approche des Trois Horizons développée par Bill Sharpe et ses collègues [22] mais modifiée en fonction de nos besoins et intérêts. Le cadre des Trois Horizons est un outil pour les problèmes complexes et insolubles et les avenir incertains. Il utilise une pensée systémique se concentrant sur les voies qui entraînent un changement transformationnel en réfléchissant sur trois moments: le futur, le présent et le passé afin d'identifier les problèmes actuels et leurs causes sous-jacentes pour construire des futurs alternatifs. D'abord, les participants ont été invités à partager leurs expériences dans la coopération au développement et à identifier les aspects coloniaux dans les pratiques de coopération au développement dans leurs organisations. Dans un deuxième temps les participants ont été invités à partager leurs visions de l'avenir qu'ils souhaitent; après, les participants ont réfléchi sur les préoccupations actuelles afin d'identifier les problèmes et leurs causes sous-jacentes. Enfin, les participants se sont concentrés sur les pratiques de changement transformationnel. Le processus est schématisé à la figure 1.1.

Pour former l'équipe de recherche sur l'approche des Trois Horizons (3H) et acquérir des connaissances suffisantes pour l'appliquer dans leur propre contexte, nous avons organisé quatre ateliers en ligne, entre trois et quatre heures chacun. Les ateliers ont été conçus et guidés par le groupe de recherche Xpaths, dirigé par le Dr Ana Paula Aguiar, chercheuse au Stockholm Resilience Center. Les ateliers ont introduit la méthodologie, proposé des exercices pratiques et affiné la compréhension à travers des moments de questions-réponses.

Après la formation, l'équipe de recherche a évalué le processus et adapté la méthodologie en fonction du contexte. Nous avons décidé d'organiser des ateliers en présentiel malgré la pandémie COVID19 en raison des difficultés que nous avons rencontrées pour mettre en œuvre une telle méthodologie lors des ateliers de formation en ligne.

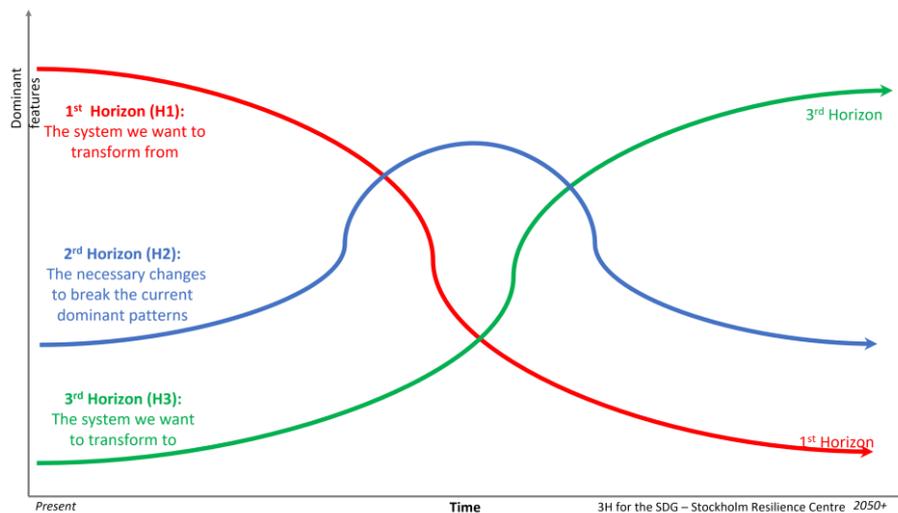


Figure 1-1 Cadre des Trois Horizons

La première adaptation de la méthodologie concernait la réduction du temps. Idéalement, le processus nécessitera un minimum de trois séances d'une demi-journée chacune. Cependant, à la demande de la DGD et en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID19, le processus a été réduit à une session de cinq heures puis à un atelier commun de trois heures pour la validation finale. La réduction significative du temps nous a limités à plonger également dans chacun des trois horizons et à appliquer d'autres méthodologies telles que le théâtre forum inclus dans la proposition initiale. Ces activités nécessitent des interactions en face à face et un investissement de temps important de la part des participants. La deuxième adaptation était qu'au départ, nous avions l'intention d'organiser deux ateliers pour tous les participants au lieu d'un pour obtenir un retour d'information et une pollinisation croisée entre les participants belges et les participants des pays partenaires. Nous avions prévu de discuter des points de vue sur la décolonisation des participants belges avec des participants des pays partenaires et vice versa pour comparer les points de vue et approfondir la discussion sur la manière dont la décolonisation en tant que concept devrait être mise en pratique. Malheureusement, ces plans ont dû être annulés en raison des retards causés par le COVID19 et du manque de flexibilité dans le calendrier du projet.

Les ateliers ont réuni des participants de différentes nationalités (Bangladesh, Belgique, Bolivie, Canada, Cuba, France, Italie, République démocratique du Congo – RDC et Ouganda) regroupés par langue (français, néerlandais, anglais, espagnol) et contextes (Belgique, Bolivie, RDC, Ouganda, en ligne). L'objectif était de développer avec les participants, de manière inclusive, leurs visions souhaitées de l'avenir, en s'appuyant sur les expériences actuelles et en ciblant les causes profondes des problèmes identifiés. Les ateliers ont suivi un processus en quatre étapes (fleuves de vie, avenir souhaité, préoccupations identifiées et actions proposées pour les solutions), combinant des exercices individuels et collectifs avec des groupes séparés et des discussions plénières. Au moins un membre de l'équipe organisatrice a animé les ateliers, et dans les plus grands ateliers, trois membres étaient présents.

Les participants ont utilisé des feuilles format poster pour saisir les propositions et les réflexions générées au cours des différents exercices. Les chercheurs ont collecté les matériaux produits à la fin de l'atelier pour retranscrire par la suite toutes les informations générées textuellement dans leur langue d'origine. De même, les deux séances plénières à la fin de l'exercice sur les préoccupations identifiées et les actions proposées pour les solutions ont été enregistrées et transcrites. Avant de commencer l'atelier, il a été demandé aux participants leur autorisation d'enregistrer les plénières et de collecter les matériaux produits. Tous les participants ont accepté et signé un formulaire de consentement (voir Annexe-1). Le rapport utilise des citations et des dessins des participants pour illustrer les points de vue spécifiques soulevés au cours des ateliers et des entretiens. Certaines citations ont été traduites et modifiées à des fins de clarté et de longueur.

En tant qu'exercice brise-glace et premier moment d'autoréflexivité, les participants ont été invités à dessiner leurs « fleuves de vie » [23] en regardant en arrière dans le temps et en identifiant les aspects coloniaux dans les pratiques de coopération au développement de l'organisation qui ont affecté ou impacté leurs vies. Les participants ont été invités à réfléchir sur leur propre expérience dans le secteur du développement en tant que fleuve et à le faire à travers le prisme de la décolonisation, en soulignant les moments critiques où le cours pourrait changer, ou le débit de l'eau pourrait augmenter, etc. Plus tard, les participants ont été invités à discuter leur fleuve de vie avec l'un de leurs pairs ou en groupe, selon l'atelier et le nombre de participants (moment de réflexivité collective). Les affiches ont ensuite été accrochées aux murs pour être vues et discutées pendant les pauses. En déclenchant la pensée métaphorique, les participants sont encouragés à partager leurs expériences dans leurs propres termes et à communiquer avec d'autres qui pourraient avoir vécu des situations/sentiments similaires lors de leur engagement dans différents projets.

Comme cette étape était prévue comme un exercice de brise-glace, nous n'avons pas enregistré l'échange entre les participants. Bien qu'il s'agisse d'une sage décision car elle a permis d'engager les participants dans un dialogue plus ouvert, la possibilité de recueillir des informations précieuses sur les expériences vécues de chacun des participants a été perdue.

Il est à noter qu'il y avait une grande différence entre les expériences des participants belges et les participants des pays partenaires. Les acteurs belges se sont concentrés sur la représentation des multiples expériences de travail, dont beaucoup dans différents pays. En revanche, les acteurs du Sud global ont utilisé les fleuves de la vie pour faire émerger les expériences coloniales qu'ils avaient rencontrées en travaillant dans la coopération au développement. Cependant, dans les deux cas, l'exercice nous a permis d'identifier que nous avons une diversité d'acteurs qui ont participé aux ateliers. Les participants étaient des stagiaires, des personnes ayant quelques mois d'expérience, des professeurs émérites et des directeurs d'ONG ou des universitaires travaillant depuis plus de 30 ans dans l'aide au développement et issus de différents secteurs et disciplines.

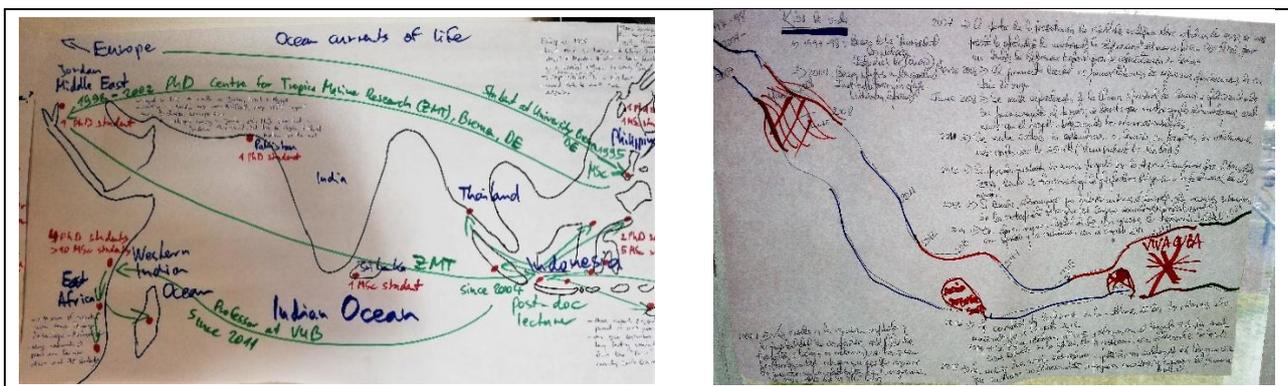


Figure 1-2 Exemple de Rivières de la vie

La deuxième étape (Avenirs souhaités) était un exercice individuel, dans lequel les participants pouvaient écrire ou dessiner leur avenir souhaité pour la coopération au développement. Les participants ont eu la liberté d'exprimer leurs points de vue futurs comme ils le souhaitaient (y compris des dessins ou sous forme écrite) et d'en discuter en groupes. Il n'y a pas eu de séance plénière pour cette activité comme dans l'exercice précédent. Les échanges entre les participants n'ont pas été enregistrés en raison du temps et des ressources humaines

limités. L'une des difficultés les plus importantes lors de l'analyse des données était de trouver des mots ou des dessins difficiles à interpréter. Cette situation s'est produite principalement dans l'atelier avec les ONG belges, qui a également eu une large participation des acteurs, ce qui a rendu plus difficile le suivi de chacune des contributions des participants. Pour combler ces lacunes d'information, nous avons utilisé l'atelier de validation. Cependant, le temps limité et le cadre en ligne, avec plus de 80 participants, n'étaient pas idéaux pour mener à bien cette tâche. De nombreux participants, principalement de Belgique, ont exprimé le besoin de réaliser un autre atelier consacré exclusivement à la conceptualisation de certains termes et ainsi pouvoir créer un langage commun. Malheureusement, nous n'avons pas eu le temps de réaliser un nouvel atelier (en raison des retards causés par le COVID19 et du manque de flexibilité dans le calendrier du projet). Comme alternative, nous avons choisi de demander aux participants de nous envoyer leurs commentaires par e-mail.

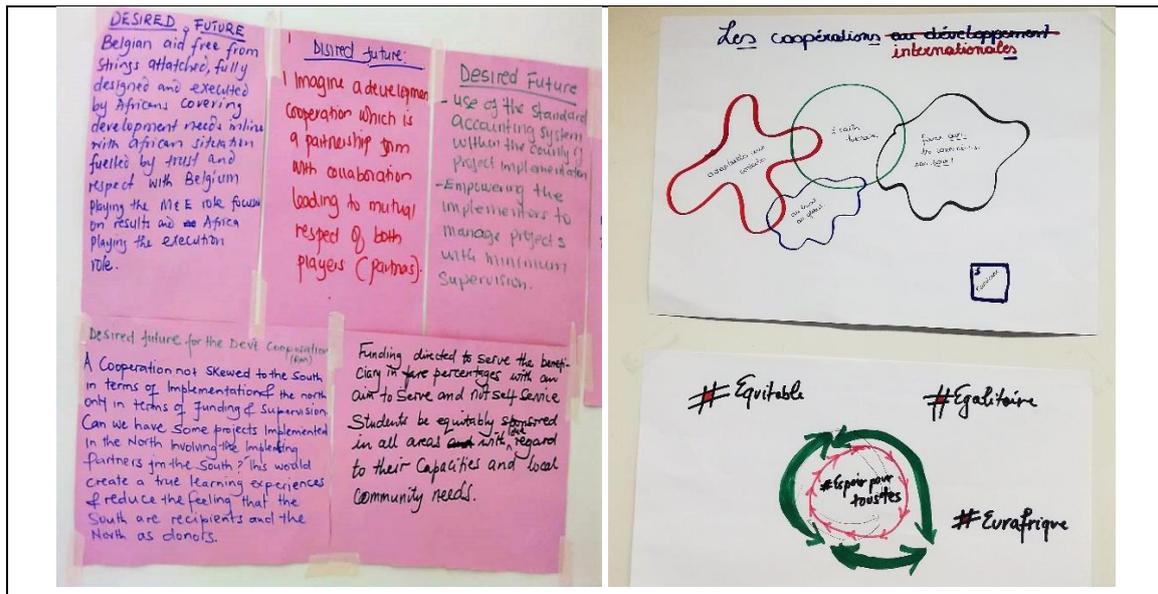


Figure 1-3 Exemples d'avenirs souhaités

La troisième étape (Préoccupations identifiées) consistait en un exercice de groupe. Les participants ont été invités à identifier plusieurs couches causales de problèmes, en les classant en problèmes épiphénoménaux (esprit-corps), causes sous-jacentes ou des obstacles qu'ils ont identifiés sur le chemin du présent vers l'avenir souhaité. À la fin de l'exercice de groupe, les participants ont partagé leurs préoccupations lors d'une session plénière, qui a été enregistrée et transcrite textuellement (conversion des fichiers audio enregistrés en texte anglais/français/flamand/espagnol) pour analyse.

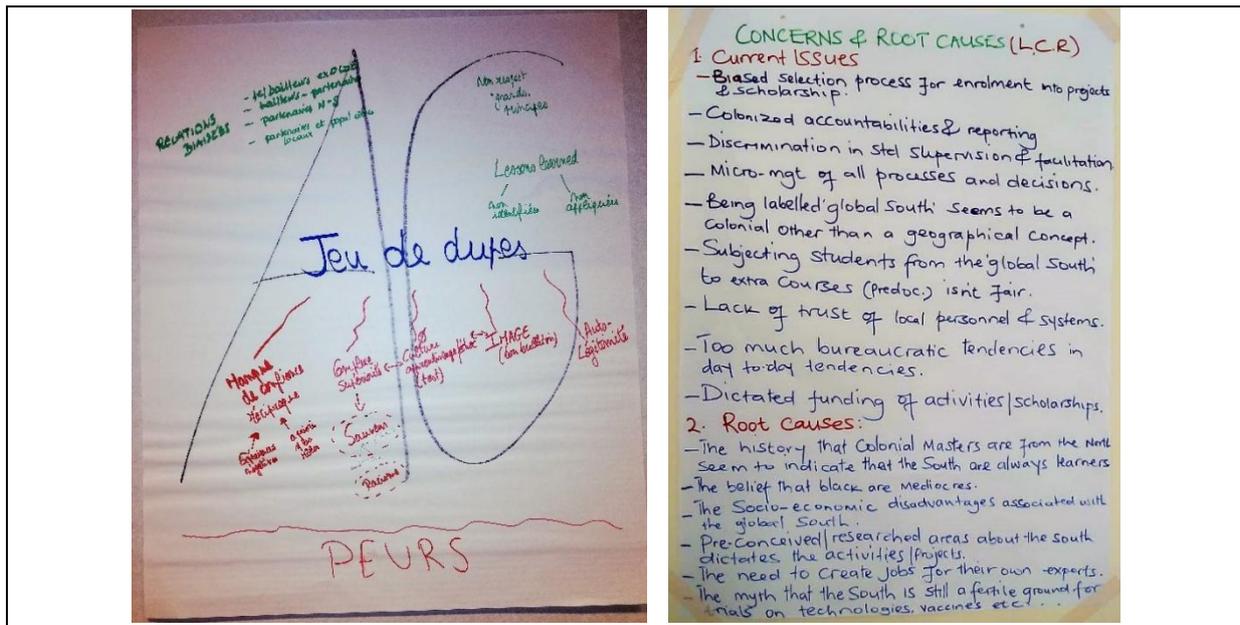


Figure 1-4 Exemple de problèmes identifiés

La quatrième et dernière étape consistait à trouver des germes dans le présent ou des points de levier possibles pour surmonter les problèmes identifiés lors de l'étape précédente et avancer vers le futur souhaité. Il s'agissait d'un exercice de groupe suivi d'une présentation en groupe plénier qui a été enregistrée et transcrite pour l'analyse. Dans la plupart des cas, les différents groupes ont eu des discussions et des réflexions approfondies sur les problèmes identifiés. Ces échanges entre groupes n'ont pas été enregistrés pour laisser place à un dialogue ouvert entre les participants. Cependant, il leur a été demandé de rapporter tous les résultats dans les fiches et lors des plénières, malheureusement, au moment de l'analyse nous nous sommes rendus compte que de nombreux éléments restaient sans approfondissement.

Il est essentiel de souligner que des entretiens ont été réalisés en Bolivie au lieu d'ateliers en raison des contraintes de temps des participants. En Ouganda, des entretiens ont également été menés avec certaines personnes qui n'ont pas pu participer aux ateliers. Enfin, nous avons eu un atelier en ligne au lieu d'un événement en face à face avec le groupe OING. Néanmoins, le guide d'entretien et l'atelier en ligne ont suivi la structure des ateliers en face à face avec quelques adaptations selon le contexte ; par exemple, pour l'atelier en ligne, nous avons utilisé un tableau d'affichage numérique (Padlet) où nous avons recueilli les contributions des participants.

Comme mentionné ci-dessus, à la fin des exercices de groupe, les participants ont partagé leurs préoccupations lors d'une session plénière d'analyse qui a été enregistrée et transcrite textuellement dans leur langue d'origine (conversion des fichiers audio enregistrés en texte anglais/français/flamand/espagnol). Après les ateliers et les entretiens, chaque membre de l'équipe a analysé les données, et l'analyse a été envoyée à l'équipe responsable, qui a consolidé les analyses en créant une base de données unique. À l'aide du logiciel NVIVO, nous avons d'abord codé les caractéristiques des données qui suscitent la réflexion. Cet exercice de codage a été partagé avec les participants par e-mail et validé lors d'un atelier général en ligne (le 8 février 2022, qui a remplacé le deuxième atelier prévu) pour consolider notre analyse. En raison du temps limité pendant l'atelier en ligne, il n'a pas été possible de revoir tous les codes. Nous avons donc demandé aux participants de nous envoyer des commentaires supplémentaires ou en attente par e-mail. Avec les commentaires des participants, l'équipe principale a redéfini les codes et recherché des thèmes potentiels que les chercheurs de chaque pays ont ensuite validés. Enfin, nous avons défini et nommé les thèmes et établi des connexions ou des liens entre eux. Ce processus nous a permis de mettre en œuvre une triangulation de l'investigateur et une analyse itérative pour réduire les biais.

Les modèles identifiés lors de l'analyse thématique ont été regroupés en dix sous-thèmes qui ont ensuite été regroupés en deux thèmes principaux : structurel et procédural. Les résultats présentés dans ce rapport sont

d'abord regroupés dans ces deux thèmes selon les obstacles identifiés, puis selon les changements proposés pour surmonter ces obstacles. Par la suite, les hypothèses tacites, les tensions et les paradoxes identifiés au cours du processus d'analyse sont présentés. Enfin, nous proposons un outil pédagogique de cartographie sociale qui décrit trois scénarios possibles pour initier un dialogue multi-acteurs sur les défis et les écueils que les pays pourraient rencontrer dans les processus de décolonisation. L'outil proposé nous rappelle également que décoloniser la coopération au développement nécessite plus qu'une volonté de « corriger » les procédures. Cela nécessite des changements structurels dans le système, une volonté politique et une véritable volonté de changement.

1.2. Participants

L'une des premières activités du projet a été de réaliser un exercice de cartographie des organisations et des acteurs liés au système belge d'aide au développement. L'équipe de recherche a élaboré une liste complète à partir des sites Web de la DGD et du VLIR-UOS et des acteurs locaux des pays partenaires (RDC, Bolivie, Cuba, Ouganda et ONG internationales). Nous avons organisé un atelier avec des collègues de la DGD qui ont donné leur avis sur l'exercice de cartographie des acteurs par pays. Après avoir complété la liste des participants possibles et défini les dates des ateliers, des invitations ont été envoyées aux organisations et acteurs listés dans les pays participants. Parallèlement, la DGD, le VLIR-UOS, l'ARES et des organismes de coordination telles que CNCD.11.11.11 et 11.11.11 ont contribué à diffuser l'invitation au sein de leurs réseaux. Le tableau 1-1 résume les acteurs et les organisations invités par rapport aux participants. Pour plus d'informations sur les organisations invitées par pays, les lecteurs peuvent se référer à l'annexe-1.

Pays	# Organisations contactées	# Organisations Participantes	# Personnes participantes
Belgique	110	43	78
Bolivie	59	32	36
Cuba	21	8	15
RDC	83	30	44
Ouganda	18	10	33
TOTAL	291	123	206

Tableau 1-1 Nombre d'organisations contactées vs organisations participantes

Les participants aux ateliers ont varié selon les groupes cibles et sont résumés par pays dans les sections suivantes. Sur 291 organisations contactées, 123 ont répondu favorablement (voir tableau 1.1), ce qui a permis à 206 personnes de divers endroits de participer à cette recherche. Bien qu'il s'agisse d'un nombre important de participants, surtout pour un projet pilote, nous sommes conscients qu'il ne s'agit pas d'une représentation exhaustive de l'ensemble du secteur. Cependant, nous avons tenté de diversifier les perspectives en étant aussi inclusif que possible en ce qui concerne le genre, les années d'expérience professionnelle, le secteur/discipline et les ONG locales/belges. Ainsi, la valeur de cette recherche réside dans le fait de décentrer la conversation sur la décolonisation de la coopération belge au développement et de faire entendre les voix habituellement exclues des pays partenaires.

1.2.1. Belgique

Nous avons organisé cinq ateliers, 2 avec la DGD (un en français et l'autre en néerlandais), 2 avec les Organisations Non Gouvernementales (ONG) (un en français et l'autre en néerlandais) et un avec des universitaires (universités en anglais). Les 78 participants (51 femmes et 27 hommes), comme indiqué dans la figure 2.4, ont eu diverses expériences dans les programmes d'aide au développement. Les organisations participantes sont répertoriées dans les tableaux suivants.

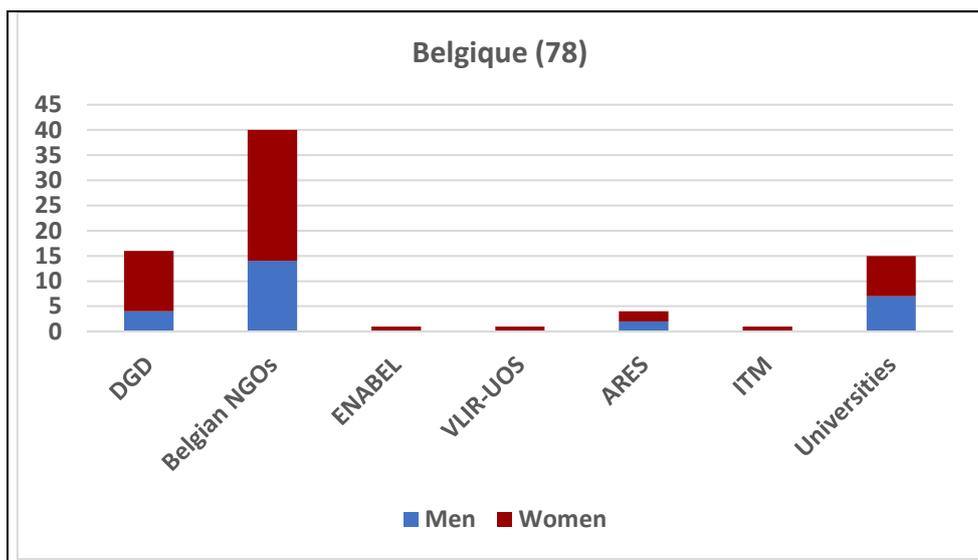


Figure 1-5 Belgique - Statistiques de genre par type d'organisation

Type d'Organisation	Femmes	Hommes
Les universités	8	7
ONG belges	26	14
ÉNABEL	1	0
VLIR-UOS	1	0
MTI	1	0
ARES	2	2
DGD	12	4
TOTAL	51	27

Tableau 1-2 Belgique – Nombre total de participants

Belge ONG	Les universités	Donateurs _
ACODEV	UGent	DGD
Autre Terre	ULB	VLIR- UOS
Africalia	Vlaamse Hogescholenraad	ARES
Broederlijk Delen	VUB	ENABEL
Caritas International Belgique		MTI
Chaîne de l'espoir Belgique		
11.11.11.- Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging		
CNCD 11.11.11		
Défi Belgique Afrique		
Djapo		
Communication des échos		
Entraide et Fraternité		
Commerce équitable Belgique		
FOS		
Main dans la main contre le racisme		
IFSI-ISVI		
ITECO		

Justice & paix KIYO Coopération de Louvain Médecins Sans Vacances Mémisa Fédération des ONG SCI projets Internationaux SOS Villages d'enfants Belgique Oxfam Oxfam Magasins du monde Plan International Belgique Quinoa ULB Coopération UNICEF Belgique Via Don Bosco Nous Mouvements Sociaux (WSM)		
--	--	--

Tableau 1-3 Belgique - Organisations participantes

La figure suivante illustre quelques moments lors des ateliers réalisés en Belgique



Figure 1-6 Ateliers à Bruxelles

1.2.2. État Plurinational de Bolivie

En Bolivie, nous avons organisé des entretiens avec des ONG locales et belges basées en Bolivie et des universitaires (universités) répertoriés dans le Tableau 1-4. 36 participants (27 hommes et neuf femmes) ont été interrogés, comme indiqué dans la Figure 1-7. Ils avaient travaillé dans des programmes de coopération au développement avec des institutions belges et d'autres pays pendant plusieurs années.

ONG LOCALES	Belge ONG	Les universités	Autres
AGRECOL ANDES INCCA PROGRAMME NINA ANAPA CENDA Coordinatrice du CIPCA	SOS FAIM SOLIDAGRO Broederlijk Delen Plan International Louvain Coopération ÉCLOSIO FOS	UCB UMSS UCLouvain	PRORURAL Ex CTB COUDE ARES

APROSAR FUNDACIÓN TIERRA CIPCA Santa Cruz PB contre CC FUNDACIÓN JUBILEO CCPB SOLIDAGRO Bolivie CEDIB	Miel Maya Honing 11.11.11		
--	------------------------------	--	--

Tableau 1-4 Bolivie - Organisations participantes

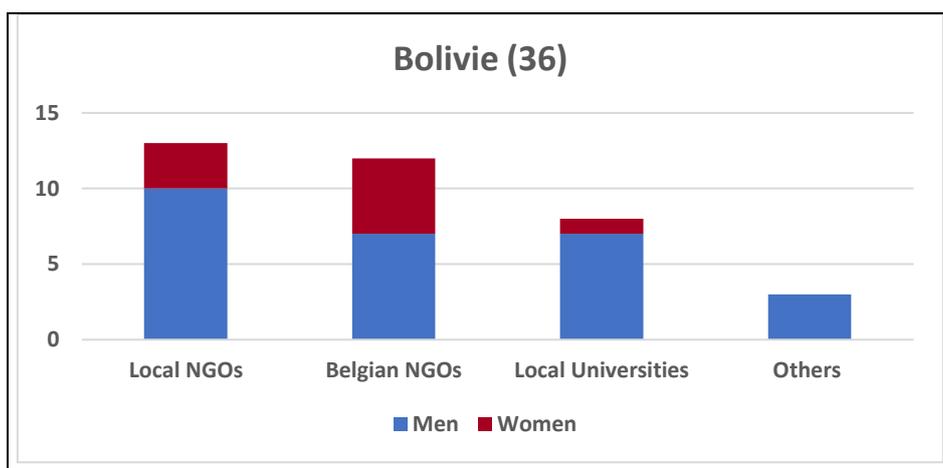


Figure 1-7 Bolivie - Statistiques de genre par type d'organisation

1.2.3. Cuba

La Figure 1-8 le nombre de participants à l'atelier avec une université cubaine organisé en Belgique et auquel ont participé six femmes et trois hommes cubains en voyage officiel en Belgique participant à un projet de collaboration interuniversitaire. Tous les participants avaient une vaste expérience des programmes de coopération au développement.

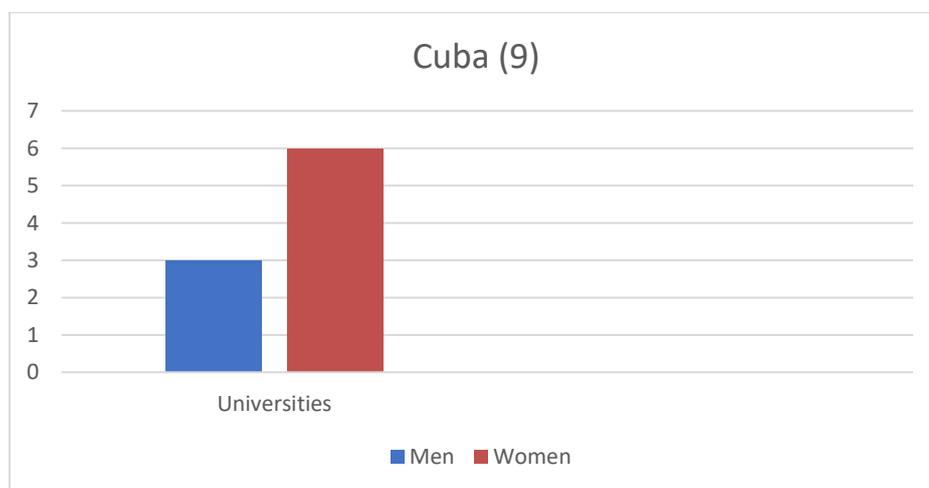


Figure 1-8 Cuba - Statistiques par sexe

1.2.4. La République démocratique du Congo (RDC)

Nous avons organisé deux ateliers en RDC, un à Kinshasa et un à Bukavu; la plupart des participants avaient une vaste expérience des programmes ou projets d'aide au développement. Les détails des différentes organisations participantes sont résumés dans le tableau suivant.

Type d'Organisation	Femmes	Hommes
Kinshasa		
Universités : ULC, UCLouvain, ISTM	1	6
Gouvernement (Ministères des Finances et de l'Agriculture)	0	3
Bureau central de coordination	0	1
Barreau de Matete	0	1
ONG : FPM, Louvain coopération, MSV	1	2
Prêtre jésuite (belge)	0	1
Bukavu		
Universités : UEA, UCB, UOB, CREGED, ISDR, ISTM, ISC	3	14
Gouvernement (Division Genre, Famille et Enfant/Commission genre, Commune d'Ibanda, Division du plan)	1	2
ONG (AETA, Caritas développement, Héritiers de la justice)	0	3
Barreau du Sud-Kivu	0	1
Médias (RTNC)	1	0
Ordre des infirmiers	1	0
IITA	0	1
ENABEL	0	1
Total	8	36

Tableau 1-5 RDC - Organisations participantes

1.2.5. ONG Internationales (INGO)

Le groupe que nous avons nommé « INGO » a été constitué de professionnels du secteur humanitaire et du développement à différents stades de carrière, des jeunes volontaires aux cadres supérieurs. La plupart des participants avaient travaillé avec des fonds DGD tout au long de leur carrière. Sur les six personnes qui ont rejoint l'atelier en ligne, quatre se sont identifiées comme des femmes. L'origine, la culture et la nationalité des participants étaient très diverses : Bangladesh, Canada, France et Italie. La tranche d'âge était comprise entre 25 et 42 ans.

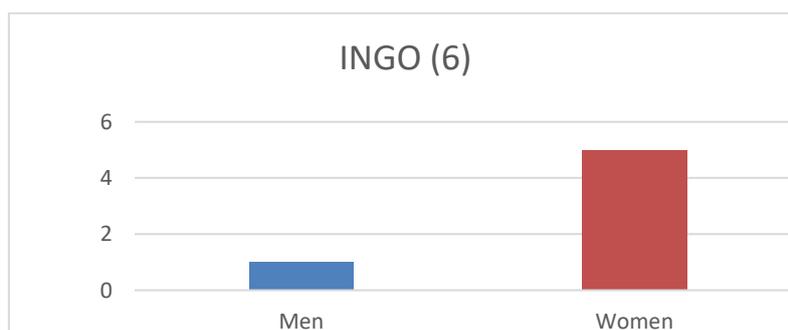


Figure 1-9 INGO - Statistiques genre



Figure 1-10 INGO - Capture d'écran de l'atelier en ligne (Padlet)

1.2.6. Ouganda

En Ouganda, nous avons organisé des entretiens et des ateliers à Kampala et Fort Portal. Tous les participants avaient travaillé pendant plusieurs années dans des programmes de coopération au développement. Un résumé des organisations participantes et de la division par sexe est présenté dans le tableau suivant.

Type d'Organisation	Femmes	Hommes
Université : MMU	3	6
Bénéficiaires universitaires du VLIR - UOS /ENABEL : MMU	6	4
Ambassade de Belgique	1	1
ONG locales : NRD, Join for Water, JESE, Caritas	2	5
Belge ONG : Iles de Paix		2
ÉNABEL		3
TOTAL	12	21

Tableau 1-6 Ouganda Organisations participantes

1.3. Plan du rapport

Le rapport à la structure suivante. Le deuxième chapitre présente les complexités de l'aide belge au développement, cartographiant les barrières structurelles et procédurales à la décolonisation du système d'aide souligné par les participants. En revanche, le troisième chapitre se concentre sur les voies alternatives possibles

identifiées par les participants pour surmonter ces obstacles. Le quatrième chapitre traite des hypothèses sous-jacentes, des tensions et des paradoxes de l'analyse des complexités et des voies alternatives proposées par les participants. Après avoir identifié les thèmes critiques et pertinents, l'équipe de recherche a consolidé les résultats et, avec la revue de la littérature, a élaboré une cartographie sociale qui trace les interprétations des voies de décolonisation pour le secteur de la coopération au développement dans trois scénarios possibles. Ainsi, le chapitre cinq présente une cartographie sociale qui identifie diverses perspectives et réponses à la matrice modernité-colonialité dans le contexte de l'aide belge au développement. Le chapitre six dévoile quelques conclusions et recommandations pour le secteur belge de l'aide au développement. Enfin, le chapitre sept révèle certaines des stratégies d'adoption et de sensibilisation.

2. CARTOGRAPHIER LES COMPLEXITÉS

Cette section présente les principaux défis et difficultés identifiés par les participants lors des ateliers et des entretiens. Ces défis sont divisés en barrières structurelles et procédurales (Voir Section 1.1. pour les détails sur la méthodologie d'analyse thématique) qui empêchent ou limitent les possibilités de décolonisation de l'aide au développement.

2.1. Barrières structurelles

La structure politique belge complexe

Les participants belges conviennent qu'en plus des difficultés imposées par le système géopolitique mondial, la structure politique compliquée du pays ajoute également une couche de difficultés dans le lancement des processus de décolonisation. Cette complexité se traduit par une gestion inefficace des ressources et des difficultés à favoriser la collaboration entre les organisations. En raison de ces problèmes, les participants estiment qu'ils finissent par gaspiller des ressources rares et accroître la concurrence entre les organisations. Parlant de ces défis, les participants du secteur des ONG belges ont fait valoir que :

« Il y a une dimension très concurrentielle et économique au financement. Donc, nous sommes censés collaborer, mais en même temps, nous sommes toujours en concurrence, ce qui crée également un manque de partage et de collaboration. Et puis les définitions de projets opportunistes. Il y a aussi une déconnexion avec les besoins réels.

Alors que les universitaires belges ont déclaré que :

« On voit aussi souvent la répétition des projets. On voit le même projet dans différentes universités, ce qui occasionne un manque d'impact car on se répète.

Les universitaires ont également souligné les profondes contradictions du système. D'une part, il exprime son engagement à éradiquer la pauvreté et, d'autre part, renforce le secteur des entreprises, principalement intéressé par la génération de profits plutôt que par la redistribution des bénéfices. En plus de contredire les principes de l'aide au développement, se concentrer sur les entreprises augmente généralement le risque et la pression sur les terres et les territoires qui sont à la base du bien-être de la plupart des communautés dans les « pays³ partenaires ». Comme le souligne une académique belge :

« La coopération au développement va dans un sens, puis tout ce qui est commerce. Donc, pour le secteur privé, c'est dans le sens totalement opposé (...) si vous regardez (...) Que des millions sont dépensés, par exemple, pour aider les communautés en l'Amazonie. En même temps, des millions sont également dépensés pour des entreprises qui détruisent leur forêt.

D'autres participants des pays partenaires ont fait valoir que le principal problème est que les interventions de développement ne s'attaquent pas aux racines structurelles de la pauvreté, de la non-durabilité et de la violence multidimensionnelle. Au contraire, l'accent continue d'être mis sur la croissance économique et le développement technologique fondés sur l'extraction des ressources naturelles et les modèles d'accumulation. Cette situation est particulièrement évidente sur des questions comme la production d'énergie et ses effets sur les variations climatiques, comme l'a expliqué un participant en entrevue :

« Une coopération très fonctionnelle sur les questions de politique gouvernementale, très accommodante. Lorsque nous avons proposé l'agenda des hydrocarbures, la question des redevances, le problème de l'économie et le budget public, nous avons parlé des questions structurelles ; ils ne l'ont même pas compris. J'ai l'impression qu'ils ont une approche très locale, très régionale, très spécifique, très sectorielle, et donc, il n'y a pas de vision globale.

³ « Pays partenaire » selon la loi belge désigne le pays considéré comme un pays en développement par l'OCDE [44]. Ce rapport utilisera le terme utilisé dans la Loi. Cependant, il est essentiel de souligner que de nombreux participants ne croient pas qu'il existe un « vrai » partenariat .

Manque de transparence et cupidité

Les répondants des pays partenaires ont fait valoir qu'il semblait y avoir un programme caché de l'industrie de l'aide au développement. Ils ont mentionné que dans certains cas, ce qu'ils perçoivent comme l'agenda politique des donateurs est déguisé en partenariat, insinuant ainsi qu'il s'agit d'une mascarade et non d'un véritable partenariat, comme l'illustre cette citation :

"... ils essaient de montrer qu'ils ont fait quelque chose pour améliorer, ils comprennent la direction du pays, les stratégies du pays et leur aide au développement est intégrée dans la stratégie de développement des bénéficiaires, mais quand vous grattez la surface, vous vous rendez compte qu'ils essaient de servir les intérêts des pays développés.

Le même sentiment est reflété par le dessin réalisé par les participants lors de l'atelier de la RDC, où les participants illustrent le manque de transparence dans le financement. Le dessin montre un homme, élégant et beau, échangeant un billet d'un dollar avec un autre homme petit, maigre et mal habillé qui, en retour, lui remet un colis d'une valeur de 54 dollars. Le bel homme est grand et robuste personnifie la Belgique, tandis que le petit représente la RDC.

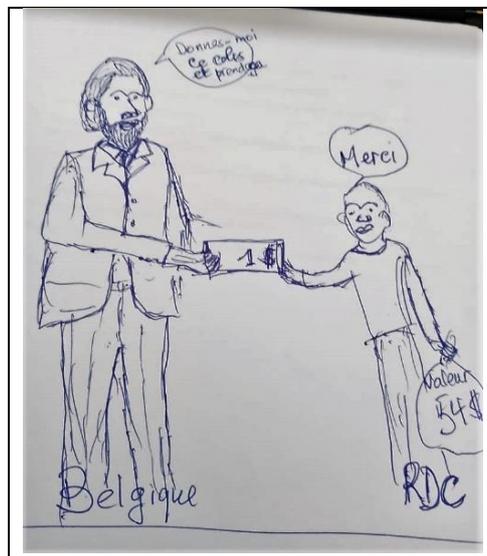


Figure 2-1 Illustration du manque de transparence

Un autre aspect lié à ce manque de transparence est ce que plusieurs participants appellent une mauvaise approche du développement et le syndrome de dépendance. Les participants considèrent que bon nombre des stratégies et actions définies par les bailleurs de fonds ont un faible impact sur le terrain, gaspillant les ressources de la coopération au développement et augmentant la dépendance au lieu de contribuer à la résolution des problèmes.

Les participants des pays partenaires ont également noté ce manque de transparence et la cupidité de leurs propres gouvernements qui continuent d'attendre l'aide extérieure au lieu de développer des sources de financement indépendantes en interne.

« Nous restons dans la politique de la main tendue qui cherche continuellement une aide extérieure.

Plusieurs participants considèrent que ce problème est fortement lié à la corruption et au détournement des fonds alloués aux projets de coopération alimentés par la coopération belge.

« Les politiciens utilisent l'argent de la coopération pour financer des actions à des fins électorales et réaliser ainsi leurs aspirations politiques.

Le confort du statu quo

Un autre obstacle reconnu par la plupart des participants, principalement du secteur des ONG, est qu'ils font partie du système et contribuent à le maintenir avec tous ses défauts. Ainsi, la dépendance financière empêche les organisations de critiquer le système de peur de perdre leur soutien financier, renforçant et justifiant le statu quo. Comme indiqué par certains acteurs non gouvernementaux (NGAs) :

« Nous avons aussi intérêt à maintenir le secteur car c'est notre métier. Mais cela a aussi à voir avec l'afflux financier de nos organisations. (...) Et qu'il y a aussi simplement une réticence politique à céder le pouvoir, car rappelez-vous, que construire des relations des partenariats signifie aussi qu'il faut renoncer au pouvoir, mais il y a un manque de volonté et les gens ne veulent pas faire ça. »

Les participants ont utilisé les ateliers comme des espaces de réflexion et de partage d'expériences, de frustrations et de peurs. Ils ont souligné que la plupart des personnels impliqués dans le secteur de l'aide craignaient que le changement n'exige une perte d'avantages, y compris une perte d'emploi, mais aussi de privilèges :

"Je suis un expatrié, et (...) je suis devenu une partie du système (...) Tu fais partie d'un système parce que ça te donne aussi des avantages que vous n'aviez pas auparavant".

Ou, à la question d'un participant d'un pays partenaire :

« Dans quelle mesure pouvez-vous être honnête en reflétant une réalité pour la transformer si cette réalité vous offre des privilèges ?

La « blancheur » et les structures hiérarchiques basées sur les préjugés de classe et de genre de l'industrie de l'aide sont d'autres éléments que les participants considèrent comme répandus et en même temps difficiles à changer.

"L'une des plus grandes douleurs pour notre secteur est qu'il est très blanc, et nous sommes très à la recherche du rôle de la diaspora et que ce rôle est actuellement maintenu très petit afin que nous ne puissions pas vraiment être considérés comme inclusifs".

Paternalisme et complexe du sauveur blanc

La plupart des participants des pays partenaires ont convenu que le paternalisme et le complexe du sauveur blanc prévalent toujours dans l'aide belge au développement. Par exemple, certains participants en RDC expliquent comment la Belgique continue de s'immiscer dans la vie politique, sociale et culturelle du pays.

« La coopération avec la Belgique dans le cadre de l'aide au développement est paternaliste. Le père est censé connaître les besoins de son fils pour envisager les solutions et les moyens d'application pour arriver au résultat (...) La Belgique ne considère pas les problèmes fondamentaux de la population. Il existe des politiques publiques, mais elles ne sont pas toujours suivies car il existe des stratégies à tous les niveaux, mais leur opérationnalité pose des problèmes. Par exemple, il y a une dynamique de développement au sein des ETD (Entités Territoriales Niveau Décentralisées). Chaque plan décrit les besoins réels de la population. La population ayant exprimé ses priorités n'est malheureusement pas écoutée car les réalisations ne tiennent pas compte de ses aspirations.

Selon la plupart des participants des pays partenaires, la Belgique impose son modèle de développement dans le cadre de cette attitude paternaliste. Mais aussi, certains NGAs ont déclaré que :

« Nous imposons notre vision du développement depuis le Nord, basée sur notre vision du monde capitaliste et mondialiste. Cette situation a des conséquences, notamment du paternalisme, une approche descendante, une unidirectionnalité, donc un manque de concertation avec les bénéficiaires.

Les participants considèrent que la définition des programmes et des stratégies est liée au problème d'imposer un modèle de développement. Par conséquent, ces réponses aux intérêts des donateurs finissent par être déconnectées des besoins réels des bénéficiaires, comme l'indiquent certains participants belges :

« Nous adoptons souvent une approche descendante. Donc, nous ne considérons pas d'abord les besoins sur le terrain, mais l'agenda politique et ce que nous voulons faire au lieu de faire quelque chose d'utile.

Les NGAs belges reconnaissent également que l'aide belge au développement est contaminée par le complexe du sauveur blanc :

« Nous avons aussi le complexe du sauveur blanc ou ceux qui savent sauveront ceux qui ne savent pas. Et pourquoi cette centralité, cette domination de la culture et de la vision du monde occidentales parce que, par l'histoire et dans la manière dont l'histoire du monde est une histoire de domination de certains peuples sur d'autres.

Persistance du racisme, de la discrimination et du regard blanc

Le racisme et d'autres formes de discrimination parmi certains individus isolés qui représentent la coopération au développement dans son ensemble prévalent toujours. Les participants soutiennent que même si cette situation semble individualisée, mais elle devient un défi pour la coopération au développement lorsque la faute passe inaperçue et ne fait pas l'objet d'un suivi approprié pour garantir sa non-répétition. Le participant a indiqué que ce comportement est extrême et structurel. Les vices et les cas se taisent lorsqu'il s'agit de racisme, de discrimination et d'exhibition de la suprématie occidentale sur les citoyens des pays partenaires, comme l'a expliqué un participant :

« Parfois, les gens viennent, et ils ont leurs stéréotypes, mais parfois ça va au-delà, comme un Belge est venu et a dit que je ne peux pas me mêler à ces Noirs, trouvez-moi une cabine ici (montrant un site éloigné des travailleurs locaux). Vous conduisez avec quelqu'un et dites, s'il vous plaît, quand vous me parlez, ne me regardez pas mais regardez de l'autre côté. Mais comment ne pas regarder s'il vous pose une question?

Les participants ont également noté des propos extrêmement racistes et discriminatoires rappelant un passé colonial lorsqu'ils ont parlé de l'argent dépensé pour les projets dans les pays partenaires :

« C'est l'argent de nos contribuables ; c'est ma grand-mère qui paie ça ; c'est mon argent.

Déclarations imprudentes comme ci-dessus nous font penser que le racisme est très présent dans notre vie quotidienne. Cela reflète aussi en quelque sorte le récit que l'industrie de l'aide présente au monde, en particulier à la population des pays donateurs. Des situations comme celles présentées ci-dessus, combinées à l'absence d'évaluation des bailleurs de fonds et de leurs agences de développement, entravent toute possibilité de critique des actions menées dans les pays partenaires.

Malheureusement, cette situation nous rappelle que le racisme n'est pas un problème du passé. Le pouvoir racial fait partie des relations dominantes présentes dans l'aide au développement qui peuvent se manifester par des comportements racistes, comme dans les exemples ci-dessus. Mais on peut également les observer sous des formes de discrimination plus subtiles et normalisées, telles que les hiérarchies organisationnelles, les différences salariales et les procédures d'embauche, comme l'ont noté certains participants.

« Est-ce que les personnes racisées des autres couches sociales ont aussi accès à des emplois ? C'est une question que je me permets de poser. Sommes-nous, dans les ONG, sensibles à cela ? Parce qu'il y a beaucoup de gens d'autres races ici en Belgique qui ont deux masters, trois masters ou quatre masters mais qui sont au chômage, alors que d'autres n'ont pas les mêmes opportunités d'emploi. Les ONG pourraient-elles avoir une politique de ressources humaines et pareil avec la DGD ?

Cette situation est également évidente dans le secteur de l'éducation. On a pu l'observer chez des universitaires convaincus qu'il n'y a qu'une seule façon de faire de la science. Certains pensent qu'ils doivent « éduquer » les

chercheurs des pays partenaires, en transférant les connaissances, les technologies et les méthodologies. Les universitaires des pays partenaires ont mentionné qu'il est fréquent que les universitaires étrangers imposent leurs idées tout en ignorant et en minimisant les connaissances, les capacités et les besoins locaux, en développant une faible estime de soi et un manque d'affirmation de soi chez les bénéficiaires.

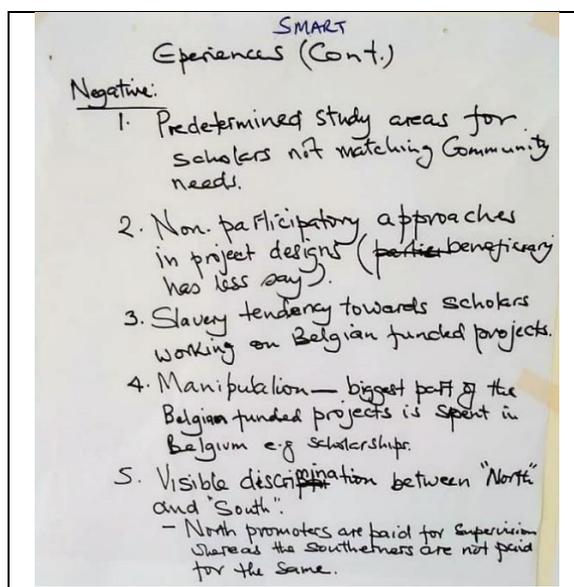


Figure 2-2 Discrimination dans le secteur de l'éducation

Un autre problème est lié à la définition des thèmes de recherche. Certains universitaires belges sont intéressés à développer des recherches pouvant être publiées dans des revues scientifiques à fort impact et pas nécessairement à résoudre des problèmes locaux qui sont dans l'intérêt des universitaires des pays partenaires, comme l'a mentionné l'une des personnes interrogées :

« Dans les universités là-bas (en Belgique), ils ont des normes de publication, et celles-ci sont liées aux dernières technologies. Dernièrement, par exemple, nous allions étudier la génétique de (...). Pour moi, l'intérêt est d'avoir une technologie qui puisse être utilisée ici (...), qu'elle soit simple et économique et qu'on puisse la réaliser ici et ne pas dépendre du matériel ou les envoyer là-bas (Belgique). Donc, ils ont dit que la recherche que je voulais faire n'était pas publiable et qu'il s'agissait d'anciennes technologies, et que nous n'allions pas avoir une bonne publication. Et je lui ai dit la vérité, que ça ne m'intéressait pas et que je ne pensais pas tellement à la publication. Je pense à résoudre mon problème.

2.2. Obstacles procéduraux

Bien que les barrières procédurales mentionnées par les participants soient nombreuses et diverses, nous avons tenté de les classer en cinq groupes thématiques. Le premier groupe est lié à la gestion de projet et à son caractère réglementaire ; le second est lié à la connaissance du contexte. Le troisième est associé au suivi et à l'évaluation. Les quatrième et cinquième thèmes mettent en évidence certains problèmes de relations interpersonnelles tels que le traitement préférentiel et la communication.

Le caractère régulateur des programmes de développement et les relations de pouvoir

Des études antérieures ont montré que les procédures bureaucratiques font partie du caractère régulateur de l'appareil de développement que les administrations locales et externes utilisent pour assurer leur propre survie [18]. Dans notre recherche, tous les participants ont convenu que les programmes de développement sont soumis à de nombreuses procédures bureaucratiques telles que des exigences techniques, des délais budgétaires et des priorités de financement qui ont peu de rapport avec les besoins sur le terrain ; comme le remarque un participant :

« La plupart du temps, la planification se fait à la table du maître colonial, alors ils viennent dire que nous avons cet argent pour ce genre de projet, alors soit vous le prenez, soit vous le laissez. S'ils voulaient faire les choses dans l'autre sens, ils auraient pu commencer par là où ils veulent mettre en œuvre, puis s'attaquer aux vrais problèmes afin qu'ils ne viennent pas dire que le problème est la sécurité alimentaire lorsque l'eau est le problème.

Le personnel de la DGD a également déclaré que la bureaucratisation est l'un de ses plus gros problèmes, comme l'ont indiqué certains participants :

« Un autre problème que nous avons identifié est celui de la bureaucratisation. En effet, la bureaucratisation, principalement le contrôle, est exercée finalement par les bailleurs de fonds. »

De même, les NGAs ont également la même perception, comme le notent certains participants belges :

« Le plus évident est administratif. Évidemment, il est fourni avec nos standards, nos outils et nos normes administratives. Cela se traduit bien sûr par notre chronologie, les docs, des cadres conceptuels très intellectuels et des critères occidentaux. Cela nous fait dire que l'intentionnalité de l'inclusion des acteurs locaux est très cosmétique.

En général, les participants ont convenu que les parties prenantes des pays partenaires ont des possibilités limitées de participer aux processus de décision :

"Nous avons des partenariats extrêmement déséquilibrés (...) vous en parliez tout à l'heure aussi mais par rapport à nos programmes écrits ici au Nord et souvent très peu avec le partenaire du Sud ou avec des méthodes imposées aux partenaires."

Selon les participants, ce caractère régulateur de la coopération est lié aux relations de pouvoir et, plus précisément, à la réticence à renoncer au pouvoir.

« Il y a aussi simplement une réticence politique à céder le pouvoir, car rappelez-vous, que construire des relations des partenariats signifie aussi qu'il faut renoncer au pouvoir, mais il y a un manque de volonté et les gens ne veulent pas faire ça. »

Manque de connaissance approfondie du contexte local

Les participants des pays partenaires considèrent que le système belge d'aide au développement a une connaissance limitée et superficielle du contexte local politique, socio-économique, environnemental et local. Bien qu'un diagnostic raisonnablement précis identifie les principaux problèmes, l'analyse des causes qui les génèrent n'est ni approfondie et négligée. Cela se traduit par des actions visant à atténuer les symptômes et non les causes, affectant la persistance structurelle de la pauvreté, la marginalité, les conflits sociaux, les violations des droits de l'homme et la détérioration de l'environnement.

« On perçoit un certain décalage par rapport à la réalité nationale de la part des acteurs belges, une lecture très franche des processus. Cela, à notre avis, les oblige parfois à prendre les mauvaises décisions. Il leur faudrait développer la capacité d'analyser la réalité, ce qui leur permettrait d'avoir la vision de dire : par ici, oui, par ici, non. »

Une autre conséquence de ce manque de connaissance globale du contexte local est la fragmentation et la fausse représentation des réalités reflétées plus tard dans les interventions sectorielles. Par conséquent, une stratégie sectorielle est adoptée en mettant peu l'accent sur les interrelations entre les problèmes, laissant de côté la conception même de la stratégie une vision plus globale et holistique.

Concernant les critères transversaux (genre, changement climatique, D4D), les participants ont mentionné qu'ils doivent suivre les conditions des bailleurs de fonds pour accéder au financement, même s'ils ne

connaissent pas le sujet ou comment inclure les questions de genre ou de changement climatique dans leurs recherches.

« La coopération définit ses lignes stratégiques. Par exemple, lorsque nous avons concouru pour un projet à l'ARES, il y avait déjà des éléments définis auxquels nous devons nous conformer en termes de genre et de génération, de gouvernance, de changement climatique, etc. C'est peut-être à la mode, mais on ne comprend pas forcément qu'un projet de cette nature doive répondre à autant de critères. Et c'est souvent difficile pour nous de mettre ça dans un projet parce que c'est une équation de beaucoup de variables et, bon, il faut finalement s'adapter. Il faut parler de genre, de génération, de gouvernance, même sans vraiment savoir à quoi on fait référence ».

Les NGAs belges ont également mentionné un problème similaire :

« Les bailleurs imposent parfois leurs conditions de financement sans tenir compte des priorités des pays, mais il y a aussi beaucoup d'exigences conditionnelles des programmes : que le lien avec l'environnement, que le lien avec la digitalisation, que le lien avec..., même si vous travaillez sur une thématique précise, il faudrait chercher une cohérence avec de nombreuses autres thématiques, ce qui pourrait vous détourner de votre mission principale. »

L'évaluation comme mécanisme de contrôle et non comme outil d'amélioration

La plupart des participants ont convenu que la gestion de projet est bureaucratique, unidirectionnelle, axée sur l'évaluation de la réalisation des activités et se limite principalement à mesurer l'efficacité des projets. En d'autres termes, l'évaluation centre son attention sur le contrôle de l'utilisation des ressources (l'argent). Cependant, il n'y a pas d'intérêt réel pour l'utilité ou les effets positifs ou négatifs des actions menées, et cela n'est pas compris comme un exercice d'apprentissage ou un outil d'amélioration.

Les participants des INGO considèrent que l'évaluation ne cherche pas l'apprentissage mutuel et la rétroaction car il n'y a pas de mécanismes bidirectionnels pour le suivi, l'évaluation, la redevabilité et l'apprentissage (MEAL). Par conséquent, l'évaluation devient un critère de sélection pour accorder une aide aux bénéficiaires, mais elle n'est pas liée à leurs besoins.

De même, les NGAs belges ont reconnu qu'elles doivent utiliser leurs rapports pour convaincre les donateurs du succès de leurs interventions mais pas pour apprendre, comme l'ont déclaré certains participants :

« Un risque sur ce système très solide axé sur les rapports que si ces résultats sont si essentiels pour un soutien financier qui peut inciter les gens à embellir les résultats, les inventer parce que tant de choses en dépendent et qu'il n'y a donc vraiment pas de place pour l'erreur. Les organisations n'ont pas la possibilité de faire des erreurs et d'en tirer des leçons, tout doit toujours être parfait ».

En revanche, les agents de la DGD ont confirmé que leur charge de travail ne leur laisse pas le temps de tirer parti des informations fournies dans les rapports. D'une manière ou d'une autre, toute l'expérience est perdue car ils sont plus occupés à contrôler qu'à apprendre, comme l'a expliqué l'un des groupes :

« (...) En théorie, la DGD a toujours un rôle stratégique et structurant, et parfois les tâches de contrôle nous prennent plus de temps que les autres. Dans tous les cas, le contrôle prend beaucoup de temps. Est-ce à nous de contrôler ? jusqu'où devrions-nous contrôler ? »

La plupart des participants ont noté que le processus administratif était devenu plus bureaucratique. Le temps qu'ils consacrent aux rapports leur enlève un temps précieux qui, selon eux, pourrait être consacré à d'autres activités plus pertinentes. De plus, les participants ont déclaré que le contrôle important sur les ressources produit un sentiment d'abus de pouvoir et de manque de respect qui affecte les relations et diminue la confiance. Les participants des pays partenaires déplorent que les bailleurs de fonds leur demandent de signaler les difficultés et les changements de contexte. Pourtant, ils ne sont pas pris en compte, comme le notent certains participants :

« Ces projets VLIR demandent d'expliquer le contexte et la variation du problème chaque année. Pourquoi ils le demandent n'est pas compris car les mêmes indicateurs sont là lorsque le nouveau modèle arrive. Cela n'a donc aucun sens. L'objectif est d'obtenir des informations, mais ces nouvelles informations ne vous permettent pas d'évaluer et de modifier votre projection en fonction de ce contexte.

Traitement différentiel

Les participants des pays partenaires considèrent que le traitement salarial des partenaires locaux n'est pas proportionnel au travail qu'ils accomplissent pour mettre en œuvre les activités prévues et atteindre les objectifs des projets et n'est pas proportionnel au salaire perçu par les partenaires belges, qui vivent dans les mêmes conditions. Les participants considèrent que les experts locaux et étrangers doivent être rémunérés au même taux pour des raisons d'équité :

« Il y a des déséquilibres en termes de facilitation entre experts du Nord et du Sud. Les experts du Sud ont des compétences similaires et des défis similaires dans la vie, donc la facilitation devrait être la même ou même plus. Les experts du Sud soutiennent les familles et méritent mieux.

Les participants des pays partenaires considèrent que cette différence de traitement s'observe également dans d'autres domaines, comme le manque d'empathie envers les acteurs locaux lorsque surgissent des situations imprévues qui retardent l'exécution des projets tout en étant plus flexibles avec les collègues belges. Les participants pensent également que ces déséquilibres reflètent une certaine tendance coloniale où les populations locales étaient perçues comme n'ayant pas la même position ou leur mot à dire dans leur être ou leur travail.

Barrières de communication

Certains participants considèrent que les problèmes de communication sont liés aux relations de domination et à la difficulté d'écouter et d'accepter la diversité des visions et des façons de comprendre le monde. Il est donc difficile d'établir un dialogue ouvert entre les différents acteurs et les règles finissent par s'imposer d'en haut, comme l'explique un des participants belges.

« Il devient difficile d'avoir une vraie communication. On se demande jusqu'où on peut vraiment aller dans le dialogue, que ce soit avec les bailleurs, avec nos partenaires ou même parfois au sein d'une équipe.

La langue est un autre facteur qui entrave les relations interpersonnelles, comme l'ont noté principalement les participants latino-américains. Si les partenaires belges sur le terrain parlent espagnol, il n'en va pas de même avec le personnel du siège en Belgique. Ces derniers préfèrent l'échange en anglais, ce qui empêche une relation directe dans les visites d'évaluation, les ateliers de coopération, la correspondance et les rapports.

Outre les défis mentionnés ci-dessus, le secteur universitaire privilégie l'anglais dans la communication et la production de connaissances, produisant ainsi des hiérarchies, comme l'ont déclaré les participants. Ils considèrent également que les universitaires imposent des priorités, des thématiques et des méthodologies en utilisant comme argument les revues par les pairs des journaux scientifiques. Les chercheurs belges sont au sommet de la pyramide, traitant l'information et préparant les publications scientifiques, tandis que les chercheurs locaux servent à recueillir des données.

« Ici (...) nous avons fait beaucoup de recherches, et il (chercheur belge) avait publié les résultats de nos recherches. Ils ne nous ont même pas consultés, et quand j'ai découvert qu'ils publiaient, je leur ai demandé pourquoi ils publiaient? Et il a estimé qu'il avait le droit de définir s'il allait le publier ou non parce qu'il avait donné un peu d'argent, et je lui ai dit, non, tu ne peux pas faire ça parce que nous avons fait le travail ici. Vous ne pouvez pas même si vous avez de l'argent et vous ne pouvez pas dire ces résultats maintenant je vais les publier. Car finalement, ce que vous avez donné ne couvre même pas 10% du travail que nous avons fait. Et il y a eu une bagarre monumentale et une discussion, et là j'ai totalement ressenti cette attitude coloniale, et j'ai même failli lui dire, tu veux échanger des miroirs contre de l'or.

3. IMAGINER DES VOIES ALTERNATIVES

Après avoir élucidé les différentes préoccupations, les participants ont été invités à imaginer des voies alternatives pour faire face aux enjeux identifiés. Ci-dessous, nous résumons les changements structurels et procéduraux alternatifs des participants (voir la section 1.1. pour les détails sur la méthodologie d'analyse thématique).

3.1. Modifications structurelles proposées

Pas de coopération au développement

Certains participants considèrent que la seule solution possible est d'arrêter la coopération au développement. Ils ont observé que le système ne pouvait pas être changé et devait disparaître. Certaines des expressions utilisées par les participants étaient : «*La coopération au développement est le bras et le nombril de la perpétuation de la colonisation*», «*éliminer le 'show up' des projets de coopération.*» ou en disant «*Pas de coopération au développement*», comme illustré dans l'image ci-dessous:

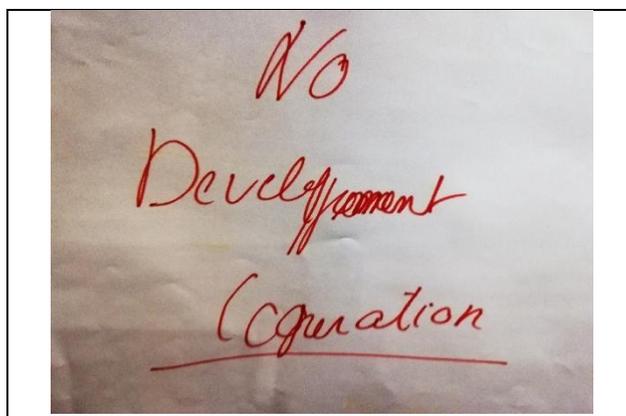


Figure 3-1 Pas de coopération au développement à l'avenir

Imaginer d'autres voies possibles : réparations, annulation de la dette et partenariats égaux

Les participants ont voulu partager d'autres moyens possibles qui pourraient aider les pays partenaires dans leur lutte contre la pauvreté. Certains participants suggèrent que les réparations et l'annulation de la dette pourraient être meilleures que les programmes de coopération au développement :

« Des réparations sont nécessaires, et une sorte de reconnaissance des méfaits est nécessaire pour décoloniser les esprits et les systèmes ».

Peut-être pas tout à fait dans le même sens, mais cherchant des voies différentes, d'autres participants proposent de favoriser les partenariats non financiers. Cependant, ils ont déclaré qu'ils ne savaient pas comment cela pourrait être mis en pratique.

« Promouvoir les partenariats non financiers car si nous disons que l'aspect financier est un des nerfs de la guerre dans ces questions de colonisation, pourrions-nous essayer dans notre coopération gouvernementale, mais aussi avec nos partenaires, partenariats non financiers. »

Les participants ont un vocabulaire très étendu sur le changement des relations actuelles d'une manière qui se caractérise par (plus) d'égalité, " *solidarité* ", " *liberté* ", " *souveraineté* " et " *diversité* " étaient quelques-uns des mots utilisés. Ils conçoivent les relations internationales en termes de collaboration sur des défis définis en commun et vers « *une spirale de progrès universel* ». De manière générale, un « *partenariat égal* » et « *réel* » est l'idée qui a le plus résonné parmi les participants, qu'ils soient belges ou des pays partenaires.

Oser un changement de l'intérieur

Pour avancer sur la voie de partenariats égaux, certains participants belges sont d'accord que tous les acteurs de l'aide au développement doivent changer leurs structures organisationnelles. Les politiques doivent conduire à des actions qui garantissent que les organisations passent de la rhétorique à l'action et démantèlent les hiérarchies. Aussi, sensibiliser aux avantages et privilèges non mérités à travers les hiérarchies raciales et au détriment des communautés locales.

Les participants considèrent qu'il est nécessaire de construire de nouveaux outils d'aide à la décision où toutes les voix ont le même pouvoir décisionnel. Cela exige que ceux qui détiennent le pouvoir l'utilisent au profit de ceux qui en ont le plus besoin. En d'autres termes, il est nécessaire de changer l'ADN du système, ce qui implique de rendre des comptes aux besoins des communautés locales et non aux règles des bailleurs de fonds. Comme l'illustre l'image ci-dessous, les participants considèrent que le changement est nécessaire ; sinon, la coopération au développement disparaîtra.

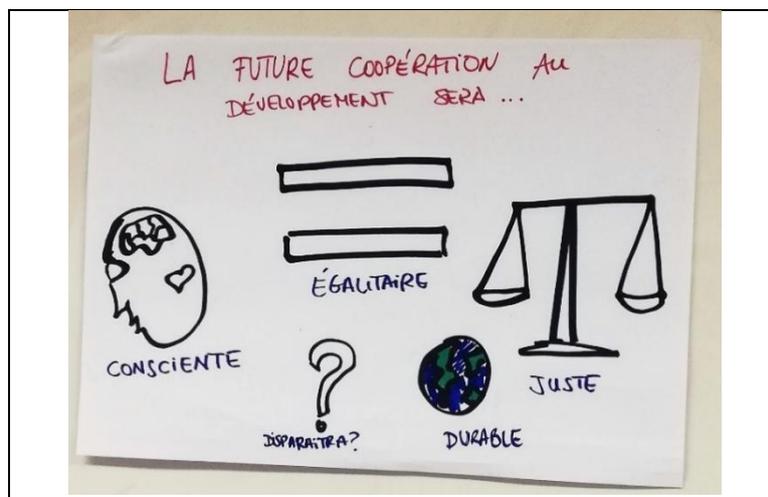


Figure 3-2 Nécessité de changer

Certains participants considèrent qu'une plus grande cohérence des politiques est nécessaire d'une manière ou d'une autre ; Les NGAs belges estiment que la politique va dans une direction différente :

"Nous avons besoin d'une politique qui n'entrave pas mais soutient ce que nous essayons de faire."

Les NGAs ont aussi souligné la nécessité d'un changement de système et ont appelé à une politique des Ressources Humaines (RH) plus inclusive dans leurs organisations et intégrant principalement la diaspora :

« Nous ne devons pas nous laisser distraire. Regardez votre politique RH ou vos instances dirigeantes. Qui est là-dedans ? Où est le partenaire dans toute cette histoire ? Où est la diaspora ? Où est la diversité de la société dans nos institutions blanches ? ».

Reconnaître et sensibiliser les acteurs de l'aide au développement à leurs pratiques (néo)coloniales

Plusieurs participants belges considèrent que la première étape pour décoloniser l'aide belge au développement est « la reconnaissance des racines coloniales (histoire) et de l'approche (néo)coloniale (maintenant) ». D'autres NGAs belges considèrent qu'il est crucial que les pays riches reconnaissent qu'ils sont riches grâce à des décennies de colonisation et ils ont établi un système financier, écologique, commercial et politique inégal. Ils considèrent également la nécessité d'aller au-delà des relations de domination et de commencer par les reconnaître, comme l'indique l'illustration ci-dessous.

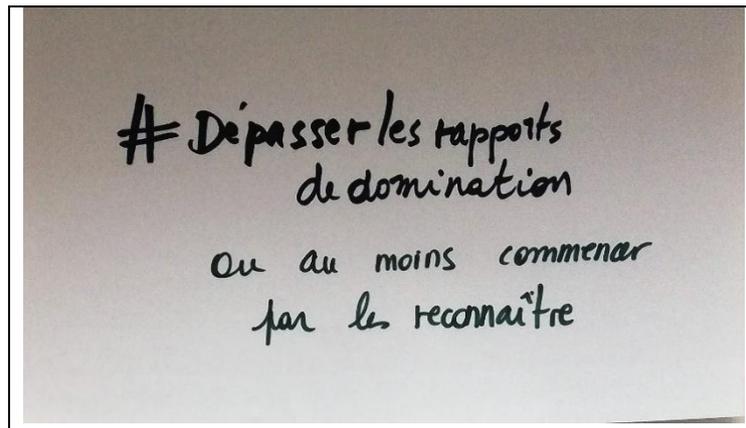


Figure 3-3 Au-delà des relations de domination

Plusieurs participants des INGO ont fait référence à l'éducation comme l'une des actions les plus concrètes à mener à différents niveaux : en interne au sein du secteur de l'aide, y compris un changement des paramètres de recrutement, et en externe, avec les contribuables et les gouvernements du Nord, avec les gouvernements, participants et partenaires du projet dans les pays du Sud :

" Donc je pense qu'une meilleure éducation pourrait être l'une des (actions concrètes), parce que si nous avons une meilleure compréhension, et un endroit pour communiquer comme un endroit comme celui-ci (l'atelier), qui est un très bon moment pour moi d'apprendre beaucoup de choses de ta part. Je pense que ça peut être utile. Nous pouvons mieux faire partie du système ».

Les participants ont mentionné que les cours universitaires, ainsi que la formation d'introduction des INGO et de l'ONU, doivent également être modifiés :

« L'éducation et l'évolution du récit dans le milieu universitaire, les études sur le développement devraient également être axées sur la mission ».

Les participants des pays partenaires considèrent que l'aide au développement doit lutter contre le racisme et toutes les formes de discrimination. Ils proposent de sensibiliser le personnel de l'aide au développement et d'appliquer les codes moraux existants pour atteindre cet objectif.

D'autre part, certains participants des pays partenaires considèrent que la crise mondiale et le passé colonial signifient que *« la coopération n'est pas une question facultative mais plutôt une obligation des pays colonisateurs »*. Ils considèrent qu'il est crucial de *« réfléchir sur la nature coloniale de la coopération ; cela doit se faire de manière transversale et permanente au sein des partenaires. »*

Un changement de pouvoir vers la société civile

Il y a eu un appel unanime à cocréer le programme d'aide au développement avec les donateurs, les décideurs politiques, les pays partenaires et la société civile - un programme basé sur les priorités et les besoins locaux, mis en œuvre par les communautés locales pour renforcer l'appropriation et la responsabilité mutuelle. Des mécanismes doivent être créés pour permettre aux organisations de la société civile d'être impliquées dans la prise de décision sur toutes les actions directement ou indirectement liées à leurs territoires. La société civile devrait avoir la possibilité de décider des programmes, des stratégies, du budget et même des bénéficiaires des interventions.

Les participants considèrent que changer le système implique également de décentraliser les connaissances, les structures et le pouvoir de décision, en donnant la parole aux communautés locales. Selon les participants, ce changement implique la construction de différentes formes de relation. Ils mentionnent, entre autres, la réciprocité, le respect et l'empathie comme bases d'un partenariat équitable. Ils ont également souligné l'importance d'être responsable envers les générations présentes et futures.

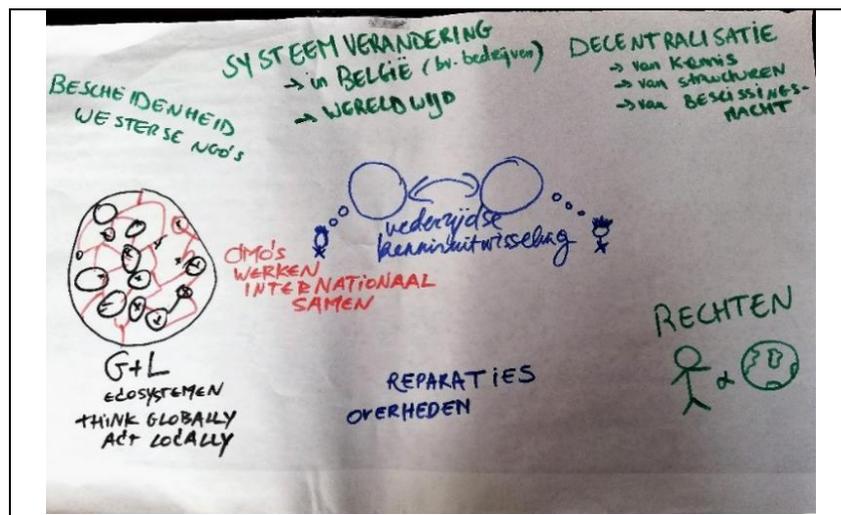


Figure 3-4 Modification du système

Les participants réfléchissent à la nécessité de reconnaître les capacités et l'expertise des communautés locales. Dans le même temps, une volonté d'apprendre de l'expérience locale et de valoriser d'autres systèmes de connaissances comme étant également valables pour les connaissances scientifiques est requise. Le rêve d'un participant exprime bien ce changement :

« Je rêve que (...) on arrête de parler de renforcement des capacités et on aille vers le partage des capacités ».

Travailler ensemble pour un avenir partagé et dirigé localement

La plupart des participants s'accordent à dire qu'un avenir partagé nécessite un partenariat égal, favorisant la collaboration à tous les niveaux, y compris la collaboration Sud-Sud et l'établissement de relations transparentes et horizontales entre les partenaires. La co-construction d'un cadre stratégique commun est nécessaire, intégrant des valeurs telles que la réciprocité, la solidarité et le respect. Bien que certaines organisations mettent déjà en œuvre ces pratiques, il est suggéré de les étendre et de les renforcer.

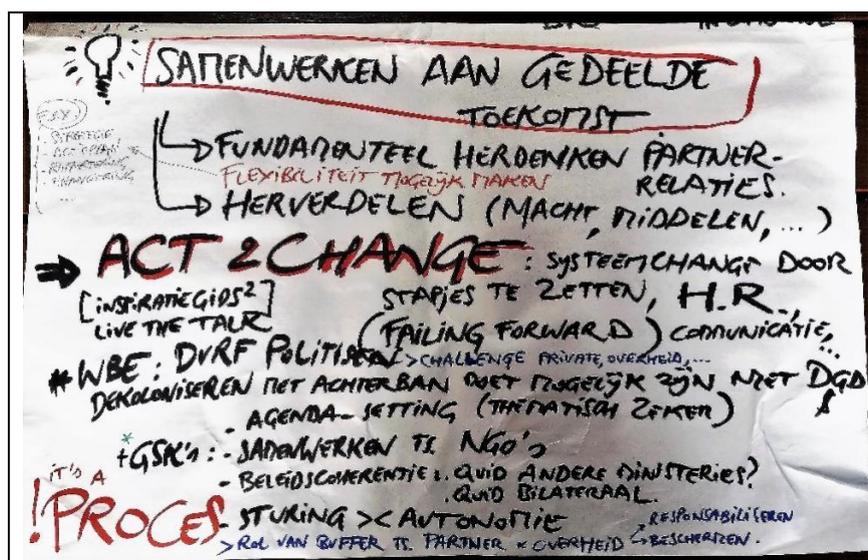


Figure 3-5 Travailler ensemble pour un avenir partagé

Les participants exigent un avenir construit avec et dirigé par la société civile et ses besoins. Changer l'ADN de l'aide au développement nécessitera de changer les processus décisionnels et de casser les relations hiérarchiques pour plutôt construire des synergies, un travail collaboratif, un apprentissage mutuel et une cogestion qui tiennent compte de la culture locale.

Collaboration basée sur les besoins des partenaires

Les participants des pays partenaires lancent un appel unanime à une collaboration basée sur les besoins réels des pays. Ils considèrent que l'aide au développement doit renforcer la souveraineté des pays :

« *La coopération au développement changera lorsque les États bénéficiaires auront acquis le droit de refuser ou d'accepter les interventions proposées.* ».

D'autres participants s'interrogent sur le fait que la société civile devrait avoir le dernier mot dans la définition des programmes et projets destinés à être mis en œuvre sur leurs territoires. De plus, ces interventions doivent respecter la culture locale et valoriser les savoirs et savoir-faire des territoires et ne doivent pas être des aides conditionnelles.

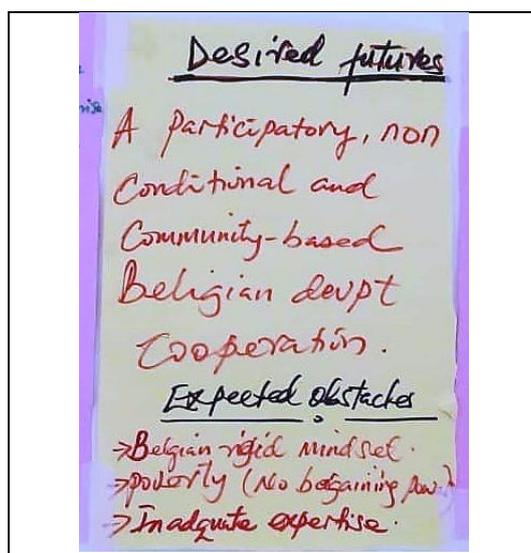


Figure 3-6 Collaboration communautaire

3.2. Modifications procédurales proposées

Développer un système MEAL bidirectionnel

Les participants aux NGAs considèrent qu'il est nécessaire d'adopter une culture d'apprentissage mutuel par le biais de mécanismes bidirectionnels de suivi, d'évaluation, de responsabilité et d'apprentissage (MEAL) qui doivent être flexibles aux changements de contexte. Ces pratiques peuvent aider à renforcer les relations, la cogestion et l'appropriation locale et à accroître l'estime de soi des bénéficiaires. Selon les participants, le but ultime doit être un processus décisionnel partagé et l'amélioration des interventions, apprendre de ses erreurs et adopter une évaluation pour apprendre et non pour contrôler. Ainsi, il est essentiel d'adopter une culture d'apprentissage où les partenaires osent essayer quelque chose de nouveau et de différent sans craindre l'échec.

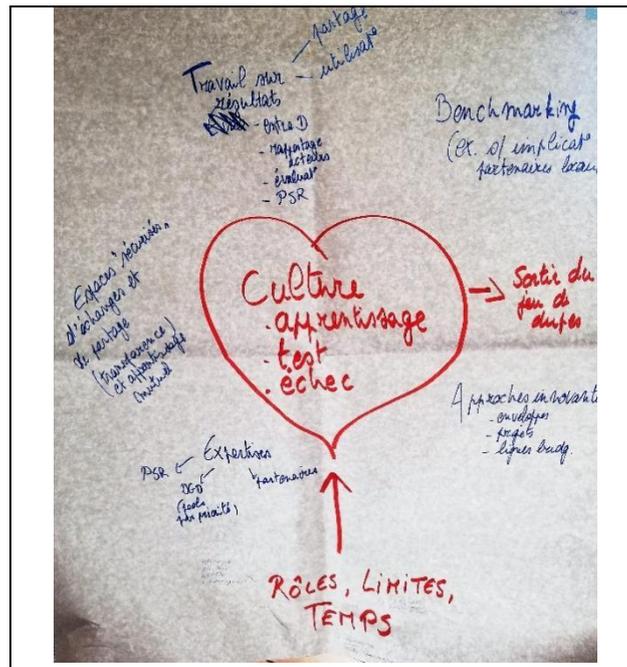


Figure 3-7 Culture d'apprentissage

Simplifiez les démarches administratives

Selon les participants, principalement issus du secteur des ONG, un changement critique implique la simplification des procédures administratives de traitement et de gestion des programmes et projets. L'objectif est de s'éloigner des valeurs managériales technocratiques qui proposent des «bonnes pratiques» développées par des experts du Nord et qui ne correspondent pas aux besoins, contextes, valeurs et réalités des pays partenaires, limitant la recherche de solutions locales. Ensuite, il faut harmoniser les procédures et les outils avec ceux déjà en place dans les pays partenaires et passer des bonnes pratiques technocratiques aux solutions locales les mieux adaptées.

De leur côté, les participants à la DGD suggèrent que beaucoup de temps est consacré à des procédures administratives et de contrôle qui ne laissent pas de temps pour l'essentiel. Par conséquent, ils considèrent que la simplification administrative est nécessaire et la plus simple pour commencer, comme l'ont noté certains participants :

"Nous avons pensé que le plus facile à atteindre et relativement plus facile à mettre en œuvre est de simplifier de nombreuses procédures de contrôle et administratives."

Rationaliser les processus de rémunération et les experts nationaux au lieu des étrangers

Les participants des pays partenaires affirment qu'il existe suffisamment d'experts nationaux dotés de meilleures capacités et connaissances du contexte local pour s'engager dans des actions d'aide au développement. Dans le même temps, ils soulignent que le personnel d'aide au développement doit être rémunéré de la même manière, quelle que soit son origine. Des mesures de ce type contribueraient non seulement à éliminer les privilèges, mais réduiraient également les relations hiérarchiques et de pouvoir.

Améliorer la communication

Certaines NGAs soutiennent que la construction de partenariats égaux est nécessaire pour favoriser un dialogue collaboratif au-delà de leurs organisations et principalement avec les bénéficiaires et en même temps être conscientes de la façon dont la langue et la communication pourraient renforcer les relations dominantes. Des universitaires des deux côtés ont souligné l'importance d'écouter, de partager et de travailler ensemble de manière participative pour réduire les asymétries de pouvoir.

Les participants des ONG ont également noté l'importance de changer la façon dont la communication est faite dans les campagnes de collecte de fonds et de marketing qui utilisent encore des stéréotypes renforçant les imaginaires coloniaux. Les participants des INGO ont mentionné que la communication descendante et paternaliste des donateurs devrait être remise en question en interne. En même temps, la communication devrait aider à changer la vision du travail que la coopération accomplit.

D'autre part, les participants des pays partenaires considèrent que l'amélioration de la communication et la réduction des relations de pouvoir entre partenaires sont nécessaires pour accroître l'utilisation officielle des langues locales. Ils soutiennent que la langue est le pouvoir et que l'imposition d'une langue étrangère (souvent la langue des anciens colonisateurs) crée des limites, des hiérarchies et des barrières à tous les niveaux.

4. IDENTIFICATION DES HYPOTHÈSES TACITES, DES TENSIONS ET DES PARADOXES

Le résultat du processus participatif a montré qu'il est essentiel d'entamer un dialogue sur la nécessité de décoloniser la coopération au développement. Bien que certains acteurs du développement soient conscients de l'héritage de l'histoire coloniale de la Belgique et de ses organisations, certains participants ne se rendent pas compte que leurs propres pratiques coloniales pourraient également affecter les interventions et les bénéficiaires ; cette situation était particulièrement alarmante dans le secteur universitaire. Par conséquent, ce chapitre tente de résumer certaines des tensions, paradoxes et hypothèses sous-jacentes qui ont émergé de l'analyse, conscients de nos limites en tant que chercheurs formés sous le paradigme occidental et faisant partie de l'une des institutions les plus coloniales de la société moderne, l'université. Ensuite, ce chapitre est une invitation à se rappeler « *qu'il y a toujours un oppresseur en chacun de nous* » [7], même si nous faisons partie des personnes marginalisées.

Un changement de sémantique à lui seul ne résoudra pas le racisme systémique profondément enraciné dans le secteur de l'aide au développement

Au fil du temps, le secteur de l'aide a changé la façon de nommer les prêts et subventions versés par les gouvernements du Nord pour promouvoir le « développement » dans les pays du Sud. Certains des noms qui ont été utilisés sont l'aide « étrangère », « internationale » ou « au développement », l'aide publique au développement (APD), la coopération au développement et, plus récemment, un partenariat d'égal à égal. Les bénéficiaires de l'aide sont passés de groupes pauvres, marginalisés ou défavorisés à des bénéficiaires, des groupes cibles ou des partenaires. De même, l'aide n'est plus utilisée comme un outil pour « développer » mais pour « responsabiliser » ou « ne laisser personne de côté ».

Il y a eu des appels à reconsidérer le terme « aide au développement » dans nos ateliers. Les participants ont proposé d'utiliser le concept de solidarité et de partenariat égal au lieu d'aide au développement. Mais qualifier l'aide de solidarité ou de partenariat égalitaire ne change pas nécessairement la relation de dépendance cachée derrière l'acte de "donner" et de "recevoir" si celui qui donne le fait en imposant ses conditions et continue à contrôler le système socio, politique et économique [24]. De la même manière, si les bénéficiaires de l'aide sont appelés partenaires au lieu de bénéficiaires, cela n'aura aucun effet à moins que nous ne nous attaquions pas au racisme structurel existant ancré et manifesté dans le discours, les politiques, les pratiques, les attitudes et les valeurs du développement. De plus, ce changement ne sera pas possible si le partenaire ne peut pas décider de son propre développement et si les normes des donateurs mesurent les processus politiques, sociaux, économiques et culturels des pays [25]. Un changement sémantique sans changement systémique profond nous entraînera dans le paradoxe du partenariat [24] et continuera dans un *business as usual*.

Le défi de passer de la rhétorique à l'action

Les participants ont reconnu que l'appropriation, la diversité, l'inclusion et le partenariat égal sont des mots à la mode dans le lexique de l'aide au développement. Les participants considèrent que ces concepts ne se reflètent pas dans la mise en œuvre du programme. Au lieu de cela, ils ne restent que des dispositifs rhétoriques. Certains participants estiment que la coopération belge a régressé dans l'appropriation, soulignant l'impératif d'aller vers un avenir basé sur l'appropriation locale. En d'autres termes, ils pensent que les actions doivent répondre aux besoins locaux et que la société civile doit avoir le pouvoir de décider des politiques de développement et des actions mises en œuvre sur leurs territoires.

Cette compréhension de l'appropriation locale implique un changement de pouvoir au-delà des pratiques existantes dans lesquelles les agences donatrices et les gouvernements nationaux devront partager le contrôle des processus de prise de décision dans les agendas politiques et économiques. Mais, ceux qui sont au pouvoir sont-ils intéressés à partager le contrôle ? La plupart des participants pensent qu'il s'agit d'une utopie. De plus, il y a le problème du manque de légitimité des gouvernements locaux et du colonialisme interne exercé par les élites dirigeantes dans les pays partenaires, comme l'ont également noté les participants des pays partenaires. Alors, dans ces circonstances, comment les donateurs et agences belges pourraient-ils construire une appropriation locale sans interférer avec la souveraineté nationale des pays partenaires ?

En ce qui concerne l'inclusion, la plupart des participants se sont concentrés sur les politiques de ressources humaines et sur la manière de rendre leurs organisations plus diversifiées et inclusives. Certains participants estiment que l'inclusion est une garantie de décolonisation du système d'aide au développement.

« Si la politique du personnel est plus inclusive, cela garantira que la décolonisation ruisselle progressivement. »

Bien que l'inclusion soit cruciale pour diversifier les conceptions et les pratiques de l'aide au développement, elle ne sauvegardera pas un processus de décolonisation. De plus, la difficulté sera de s'assurer qu'une politique RH ne devienne pas une diversité symbolique ou un acte utilitaire pour atteindre des quotas d'inclusion de non-blancs [25]. Il existe également un autre écueil que les femmes, les transgenres et le personnel non blanc restent sous-représentés aux postes de direction et dans les conseils d'administration, sans parler de l'absence des communautés locales dans les espaces de prise de décision. Aussi, nous devons nous rappeler que *« l'inclusion n'est pas amener les gens dans ce qui existe déjà; c'est faire un nouvel espace, un meilleur espace pour tout le monde »* [26].

De plus, il y a aussi une tendance à croire que le dialogue et la participation garantissent l'inclusion en oubliant les conditions asymétriques de pouvoir dans lesquelles le dialogue et la participation se produisent [15]. Au lieu d'un véritable pouvoir de décision partagé et d'un dialogue sans écoute, la participation symbolique accroît les inégalités et perpétue la domination [27].

Les ONG locales entre précarité et dépendance

L'entrée dans l'industrie de l'aide fait perdre aux organisations de la société civile leur autonomie et la possibilité de critiquer le système [1]. Mais cela devient aussi la seule alternative à l'emploi, comme l'ont mentionné certains participants. Ainsi, les NGAs locaux sont pris entre précarité et dépendance avec la circonstance aggravante qu'ils pourraient finir par reproduire des schémas d'exclusion dans leurs communautés, parfois sans s'en apercevoir.

Le problème le plus difficile est qu'il est presque impossible d'en sortir lorsque vous entrez dans le système. Tel qu'indiqué dans les rivières de la vie, de nombreux participants travaillent dans le secteur depuis plus de 20 ans. Ainsi, le système utilise des mécanismes pour que les gens se sentent bien et croient qu'ils « font la différence » alors qu'en réalité, ils sont utilisés pour reproduire un modèle économique, social et politique. Cette situation peut être vue dans des arguments tels que les suivants :

« ... Je regardais aussi la stabilité du personnel. Je sais que d'autres organisations de développement le font. Ils ont mis la gratuité dans la coopération au développement. Les gens sont donc attirés pour rester plus longtemps car plus vous restez longtemps, plus votre truc grandit. J'ai vu dans certaines organisations que quelqu'un reste dans une organisation pendant 15 ans, 20 ans parce qu'il sait, ok, plus vous restez longtemps, plus je vais développer mon truc ».

Sauveur blanc et les privilèges

Bien que certaines voix tentent d'interroger le système, les chercheurs soutiennent que l'industrie de l'aide est prise dans le discours de la pauvreté, du complexe du sauveur blanc [25] et des privilèges. L'aide au développement repose sur le discours des limites des uns et du bon vouloir des autres. Ce dernier convainc les premiers via un langage technique et politiquement neutre pour les aider à remédier à leur manque diagnostiqué de technologie, de compétences, d'éducation et d'institutions démocratiques [28]. Ces deux récits dégénèrent en pratiques paternalistes qui, combinées à l'absence d'instances de véritable participation aux instances décisionnelles, finissent par imposer des actions déconnectées de la réalité et des besoins des pays partenaires, comme l'ont remarqué la quasi-totalité des participants.

Pour rompre avec ces pratiques paternalistes, les organisations doivent reconnaître leur histoire coloniale et comment elle a perpétué la dépendance, renforçant les pratiques hégémoniques basées sur les valeurs et la culture occidentales, comme l'ont noté certains participants. Les NGAs doivent également reconnaître

comment ces pratiques ont facilité ou ignoré différentes formes de discrimination contre certaines personnes tout en engendrant des privilèges chez d'autres [25].

Bien que certains acteurs du développement soient conscients de leurs privilèges, ils ne sont pas prêts à y renoncer, comme l'ont observé certains participants. Ils préfèrent également commencer par des réformes douces qui ne compromettent pas leurs emplois et n'affectent pas leurs privilèges. Le problème est que *« jusqu'à ce que les travailleurs du développement et les universitaires blancs confrontent la façon dont ils bénéficient des hiérarchies raciales qui sous-tendent ce domaine, et travaillent activement pour renverser leur privilège non mérité, le développement souffrira toujours d'un problème de "regard blanc" »* [25, p. 14].

Une seule façon de faire de la science

L'enseignement supérieur et la production de connaissances sont des secteurs dans lesquels la modernité et les violences (néo)coloniales (par exemple patriarcales, anthropocentriques, racialisées) se sont historiquement reproduites avec vigueur [29]. Il y a quelques années, des débats ont commencé au sein des universités européennes sur la nécessité de décoloniser l'académie. Ces initiatives interrogent la blancheur des programmes et la nécessité d'intégrer des penseurs d'autres latitudes [30]. De même, l'accent est mis sur la rupture avec la culture suprématiste masculine blanche qui domine le secteur [31]. Cependant, remettre en question la science comme seule vérité fiable reste marginale. Cette tendance a pu être observée dans les ateliers avec les universitaires belges, dont certains ont exprimé leur conviction qu'il n'y a qu'une seule façon de produire des connaissances, et c'est par la science occidentale. Cette position disqualifie les autres manières de connaître et de comprendre le monde. De ce point de vue, la science est quelque chose à "exporter" vers les pays partenaires, estimant qu'ainsi, les universitaires des pays riches contribuent au "développement" des partenaires. Pourtant, les participants du Sud ont fait valoir que cela contribue à accroître la dépendance et à rendre d'autres systèmes de connaissances invisibles et sans valeur, ce qui est confirmé par la recherche sur les processus néocoloniaux. Il n'y a donc pas de collaboration, ni d'apprentissage mutuel mais une imposition d'une manière de penser et de faire, comme l'ont observé la plupart des universitaires des pays partenaires.

Un autre problème lié aux programmes de coopération au développement est que les territoires et les populations des pays partenaires deviennent des laboratoires de recherche pour de nombreux chercheurs (principalement masculins et blancs) des pays donateurs qui reproduisent le paradigme occidental dans les pays partenaires. Malheureusement, très peu de participants se sont interrogés sur la colonialité de ces pratiques et se sont limités à demander à qui profite la recherche :

« Le problème clé que nous avons trouvé avec notre groupe est : ne pas avoir assez de questionnement, pour qui la recherche est-elle faite ? Et nous pensons que cela affecte la coopération au développement, car alors nous, sans remettre en question cela, nous n'arrivons pas à comprendre comment cette recherche bénéficierait à juste titre au type de bénéficiaires visés par la recherche ».

Quand le financement sera-t-il suffisant ?

Un autre élément sur lequel la plupart des participants se sont entendus est le manque de fonds suffisants. Pourtant, les données montrent que l'industrie humanitaire est en croissance. Depuis 1989, il est passé d'environ 0,5 milliard de dollars à environ 22 milliards de dollars en 2018 [32]. Selon les évaluations par les pairs de l'OCDE sur la coopération au développement de la Belgique (2020) en 2017-2018, les cinq principaux secteurs de la coopération bilatérale belge étaient : l'aide humanitaire (175 millions USD) ; l'éducation (85 millions USD); la santé (85 millions USD) et la part des financements aux NGAs s'élevait à 288 millions USD, soit 21% de l'aide publique au développement (APD) bilatérale. Cependant, l'éducation et le secteur des ONG affirment qu'ils n'ont pas assez de fonds. Le problème est-il des fonds insuffisants ? Il n'y a pas assez de fonds pour quoi ou pour qui ?

Certains universitaires belges font état d'une forte compétitivité liée à l'allocation des fonds qui conduit à une forte professionnalisation dans le secteur, comme l'a noté l'un des universitaires belges lors de la discussion sur le financement :

« (...) à cause de la concurrence féroce en Flandre, à cause du manque d'argent. En fait, il s'avère. C'est plutôt le partenaire du Nord qui a son idée de recherche en écrivant le projet parce qu'il sait l'écrire pour le faire financer ici et puis cherche juste quelqu'un au Sud qui pourra ensuite être le partenaire (...) Donc encore une fois, ici je pense que cela ne peut être résolu que si plus d'argent est investi dans le système.

Bien que la discussion ici se concentre sur le manque de fonds, nous pensons que le cas est illustratif de situations dans lesquelles des projets bien écrits sont favorisés au lieu de ceux pertinents au contexte. Dans ces types de cas, il n'y a pas de collaboration ou d'apprentissage mutuel ; au contraire, elle contribue à marginaliser et à diminuer les connaissances et les capacités des « partenaires ». Ensuite, peut-être devrions-nous nous demander quel pourcentage de cet argent atteint les bénéficiaires ? Ou des tentatives d'autosuffisance et d'autonomie ? Et quelle part de cet argent a contribué à réduire la pauvreté ?

Racisme et discriminations multiples réduits à des inégalités socio-économiques

Nous avons vu comment le racisme structurel persiste dans nos sociétés, redevenant manifeste à travers les mouvements « Black Lives Matter » et « Charity so White ». Comme mentionné ci-dessus, le racisme et d'autres formes de discrimination sont également présents dans la coopération belge au développement, comme l'ont révélé certains participants. Cependant, très peu de participants ont proposé des actions contre le racisme ou toute autre discrimination. Les quelques actions étaient principalement liées à des politiques RH inclusives, réduisant le problème des inégalités socio-économiques et du financement. Mais réduire le racisme et les autres formes de discrimination à un enjeu économique perpétuera le pouvoir, les privilèges [25] et la pauvreté.

Au-delà du développement socio-économique

La recherche a montré des tensions dans la manière dont les différents participants perçoivent l'aide belge au développement. D'abord, certains participants nient qu'il y ait un problème. S'ils admettent des vices de procédure, ils sont convaincus de la bienveillance du système. Ils estiment que les héritages coloniaux appartiennent au passé, et qu'il faut tourner la page :

« Nous tenons trop compte du contexte historique et restons coincés dans des rôles prédéfinis de 'dominant' et 'soumis', de 'colon' et 'colonisé', celui qui donne et celui qui reçoit. Il faudra plutôt faire table rase et repartir de zéro pour définir un partenariat d'égal à égal ».

En revanche, d'autres participants ont insisté sur le besoin urgent de changer les pratiques (néo)coloniales et l'ensemble du récit de l'aide au développement pour façonner les structures sociales, économiques, politiques, culturelles et environnementales des pays partenaires. Ils ont noté qu'il est d'abord nécessaire de reconnaître l'héritage de la colonisation présent dans différentes formes d'oppression, telles que le racisme, le patriarcat ou l'extractivisme, pour changer le récit de l'aide au développement. Cependant, ils ont également souligné la difficulté de surmonter les barrières structurelles et procédurales puisque l'aide au développement résulte d'une stratégie géopolitique fondée sur la vertu inconditionnelle du capitalisme, de la productivité et de l'efficacité économique. Ils ont noté qu'un engagement est requis de toutes les parties pour briser l'héritage colonial inhérent à la dyade de développement et d'aide reproduite dans l'ensemble du système, y compris les nations dominantes et les élites dirigeantes riches et corrompues dans les pays partenaires.

Bien que les participants s'accordent à dire qu'il est temps de rompre avec les réminiscences d'un passé colonial et les pratiques (néo)coloniales actuelles, leur attention est néanmoins principalement liée au développement socio-économique. Peu de participants reconnaissent l'importance de bouleverser l'idée anthropocentrique étroite du « développement comme progrès » basée sur la croissance économique et le transfert de connaissances. Une participante a suggéré la nécessité de déconstruire le concept de développement pour ouvrir de nouvelles possibilités qui nourrissent et respectent la vie sur Terre et aller au-delà d'un partenariat égal entre donateurs et pays partenaires :

« A quoi servira un avenir équilibré et épanouissant de nos relations (entre humains de Belgique et humains des pays du Sud) si, entre-temps, la faune et la flore continuent à souffrir dramatiquement des activités humaines et le climat est complètement détraqué ? »

Contradictions et tensions

Il existe de remarquables contradictions principalement parmi les participants belges entre les futurs souhaités et les actions proposées. Premièrement, les actions qui sont proposées sont souvent assez limitées par rapport aux futurs souhaités qui s'expriment de manière discursive, notamment chez les acteurs institutionnels du développement mais aussi au niveau des ONG (Belge et local). Les actions proposées sont décrites dans le cadre institutionnel existant et dans les relations existantes. Deuxièmement, les actions proposées se situent souvent au niveau local, alors que le cadre d'un développement décolonisé se situe généralement au niveau global. Il est remarquable que les différents acteurs décrivent principalement les actions requises pour décoloniser par rapport à une autorité supérieure. Les ONG décrivent souvent des actions en relation avec le gouvernement et des organismes de coordination, la DGD en relation avec l'UE ou le ministère des Affaires étrangères, et le personnel universitaire fait référence au VLIR-UOS. Troisièmement, la décolonisation est comprise dans les mêmes termes que le développement. La décolonisation est conçue comme un don de ceux qui ont le pouvoir à ceux qui n'en ont pas, mais elle reste un don qui peut être réclamé à tout moment. Il n'y a pas de véritable ouverture.

Derrière ces contradictions se cache une longue liste de défis à la décolonisation du développement. Au niveau des organisations de développement, ces défis se situent à la fois en interne et en externe. En interne, il existe des points de vue différents sur la façon dont la décolonisation radicale devrait être. Certains sont plus convaincus que d'autres de l'utilité du concept ou de sa radicalité. Ceux qui adoptent une position plus radicale ont souvent du mal à faire passer le message aux autres membres de l'équipe, qui se concentrent sur des arguments tels que le réalisme, le pragmatisme et la prudence.

De plus, pour certaines personnes, la décolonisation comporte des risques personnels, car elle compromet la sécurité de l'emploi et les plans de carrière à long terme. Cela peut conduire à des conflits internes et à la démotivation ou au cynisme parmi les partisans d'une vision plus radicale. Autrement dit, les discussions sur la décolonisation ont un impact sur la dynamique de groupe et les relations interpersonnelles au niveau du groupe.

Extérieurement, le secteur du développement est hétérogène et compétitif, car les efforts de décolonisation de chaque organisation comportent également des risques potentiels. Les décisions de décoloniser l'imagerie et le langage visuel, par exemple, signifient que les organisations de développement s'abstiennent d'utiliser des images stéréotypées, présentant les bénéficiaires comme des victimes passives ou impuissantes reproduisant les représentations coloniales. Pourtant, si d'autres organisations continuent d'utiliser ces images et, ce faisant, collectent davantage de fonds, cela affaiblit la position de l'organisation qui applique une approche plus éthique. Il en résulte que différents acteurs du développement se regardent et se pointent du doigt lorsqu'ils agissent et hésitent à entreprendre eux-mêmes des efforts.

5. CARTOGRAPHIER LES INTERPRÉTATIONS DE LA DÉCOLONISATION POUR CO-CRÉER DES FUTURS PLURIVERS

Bien que l'aide au développement vise à aider les pays partenaires à assurer le bien-être de leurs citoyens, l'aide devient un lubrifiant pour les systèmes (néo)coloniaux de cooptation politique [3]. Plusieurs auteurs soutiennent que l'industrie de l'aide inscrite dans un réseau international d'institutions des Nations unies, de bailleurs de fonds et d'ONG est utilisée comme moyen technique pour (re)produire et entretenir les schémas (néo)coloniaux dominants et la violence de la modernité [1], [3]–[5], [12]. L'une des stratégies utilisées par le système est la représentation des partenaires comme «pauvres» et «sous-développés», ce qui contribue à justifier et à reproduire le pouvoir et, en même temps, à dépolitiser les questions de pauvreté [18]. Une autre stratégie utilisée par l'industrie de l'aide est l'ONGisation des mouvements sociaux dans les pays partenaires, les transformant en organisations privées faibles qui, dans le processus, perdent leur autonomie politique et intellectuelle [1]. En devenant sous-traitantes des agences internationales, les ONG locales deviennent un maillon de plus dans la chaîne de l'appareil d'aide au développement et finissent par reproduire par inadvertance les effets pervers du système. Ces schémas reposent sur des relations de pouvoir asymétriques qui se manifestent dans les sphères militaire, économique et de la connaissance qui se chevauchent [11]. Bien que toutes ces dimensions se chevauchent, la connaissance peut être la forme de domination la plus puissante [11], historiquement utilisée pour imposer des doctrines religieuses et raciales utilisées pour tout justifier, de la conquête et de l'esclavage aux modèles économiques et de marché [4], [11], [33].

Les actions de l'industrie de l'aide s'incarnent alors dans des « accords communs » mondiaux tels que les Objectifs de développement durable (SDGs) qui opèrent sous les paradigmes politico-économiques fondés sur une logique de croissance économique [1] au détriment d'une destruction écologique irréparable [34]. Dans le même temps, les accords conjoints mondiaux nient généralement d'autres manières de voir et de comprendre le monde en imposant une vision préfabriquée du développement qui définit les objectifs que les pays partenaires doivent atteindre et les stratégies et instruments qu'ils doivent utiliser. De plus, ces actions ne réduisent pas les inégalités dans le monde jusqu'à présent, comme le confirme le Rapport sur les inégalités dans le monde 2022. Le rapport note que les inégalités de richesse mondiales n'ont pas diminué depuis le début du XXe siècle, mais ont augmenté partout depuis les années 1980 [35].

Notre analyse montre les limites de certaines des solutions actuellement proposées, telles que les changements sémantiques, l'inclusion et la participation comme stratégies de décolonisation. Nous avons également cherché à cartographier les complexités, les tensions et les paradoxes du système afin d'éclairer les voies possibles pour avancer dans le processus de décolonisation que la DGD entend initier. Étant donné que la décolonisation s'accompagne de défis internes et peut-être aussi de pertes personnelles et de menaces pour l'organisation, la concurrence entre différentes ONG dans les efforts de coopération au développement pour décoloniser présente certaines caractéristiques d'un problème d'action collective. Cela signifie que, bien qu'il y ait un accord général au sein du secteur du développement sur l'importance de décoloniser le développement, ils échouent largement à le faire en raison des conflits d'intérêts entre les individus et les organisations qui découragent l'action conjointe. Par conséquent, les efforts de décolonisation ne seront couronnés de succès que s'ils sont soutenus institutionnellement et que les organisations faitières jouent un rôle de premier plan dans sa mise en œuvre ; sinon, ils pourraient être une source de méfiance mutuelle.

De plus, les plus de 200 participants à cette recherche ont révélé les difficultés d'imaginer l'avenir en dehors de la notion occidentale de « développement ». Les participants ont fait valoir que la cocréation de voies alternatives pour décoloniser l'aide belge au développement nécessiterait des efforts considérables de la part des gouvernements, des donateurs, des décideurs politiques, des organisations des Nations Unies, des NGAs, des universitaires et de la société civile pour aller au-delà du développement et reconnaître la diversité comme une caractéristique primordiale de la communauté mondiale [11]. La recherche a également révélé une vérité créée depuis longtemps sur la façon dont les dynamiques inégales de pouvoir enracinées dans le racisme structurel et les multiples formes de discrimination affectent les relations internationales, principalement les relations avec les bénéficiaires. De nombreuses pratiques actuelles dans le système d'aide renforcent les dynamiques (néo)coloniales telles que le paternalisme, le regard blanc, le sauveur blanc et les privilèges non mérités visibles dans le caractère régulateur des programmes de développement et l'absence de bénéficiaires dans les espaces décisionnels. En raison de cette absence, les programmes d'aide au développement et la

conception de la recherche sont profondément enracinés dans les canons occidentaux qui déprécient les connaissances et les capacités locales. À son tour, la faible reconnaissance des capacités des bénéficiaires se traduit ensuite par une faible estime de soi et une plus grande dépendance, faisant de l'aide au développement un paradoxe. Nos conclusions sont cohérentes avec une récente consultation mondiale sur les dynamiques de pouvoir et les déséquilibres dans le système d'aide internationale en novembre 2020, qui a confirmé les difficultés à faire face à l'héritage colonial du système d'aide et au racisme persistant [36]. Cela reflète également la demande de plus d'une centaine d'organisations nationales et infranationales dans le monde aux ONG internationales et son discours vide sur le « changement de pouvoir », les mettant au défi d'utiliser leurs ressources pour soutenir les organisations de base au lieu de les maintenir dans une relation maître/serviteur [37].

Dans ce scénario et pour être cohérent avec l'appel des participants à la nécessité de construire les processus par le bas, au lieu d'une liste de solutions possibles pour faire face aux complexités du secteur de l'aide au développement, ce rapport propose une cartographie sociale [13] des réponses aux l'héritage colonial dans le contexte belge de l'aide au développement. La cartographie sociale est une synthèse visuelle de la réalité qui vise à représenter de multiples compréhensions et tensions à partir de différentes positions, souvent invisibles dans les conversations [30].

La cartographie sociale, illustrée à la figure 6.1, est issue des réponses des participants et inspirée de la littérature actuelle sur la décolonisation. Bien que nos recherches et notre littérature aient trouvé des positions radicales qui appellent à mettre fin au secteur de l'aide au développement, notre exercice de cartographie n'inclut pas ce scénario car nous sommes conscients que des millions de personnes dans le monde tirent leur subsistance de l'industrie de l'aide. Cependant, nous convenons qu'il est nécessaire de créer des alternatives au développement [38] et que la coopération au développement ne doit pas être utilisée pour imposer des conditionnalités politiques ou des cadres de politique macroéconomique [11]. Ainsi, notre cartographie représente une vision de trois approches possibles de décolonisation dans le cadre de l'aide au développement, toutes avec des objectifs, des engagements et des orientations différents. Il tente d'être un outil pédagogique pour guider des dialogues réflexifs et transformateurs entre divers acteurs afin de générer de nouveaux vocabulaires qui pourraient conduire à de nouveaux imaginaires [14].

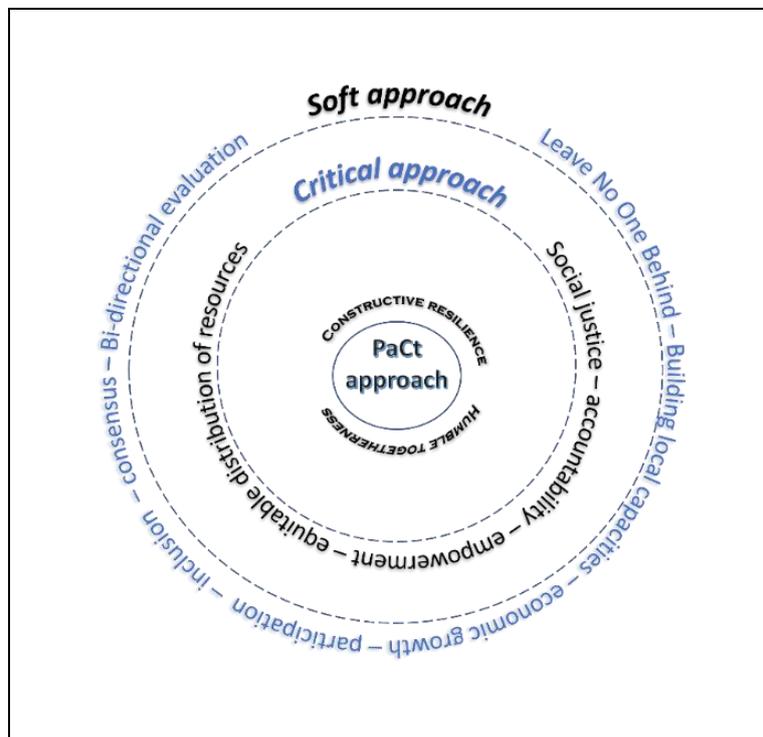


Figure 5-1 Cartographie des interprétations de la décolonisation dans l'aide au développement

Nous avons identifié trois principaux discours ou approches qui sont représentés dans trois cercles. La première est l'*approche soft*. Située dans le cercle extérieur, cette approche est fondée sur une forte croyance en la modernité, la croissance économique et le progrès qui peuvent être réalisés avec l'industrialisation, la science et la technologie. Ainsi, les pays « les moins avancés » et « en développement » peuvent atteindre le « développement » en renforçant les capacités, la bonne volonté, les processus démocratiques, l'inclusion et la participation sans apporter de changements importants au système. L'approche soft est représentée dans le cercle extérieur de la cartographie qui est plus éloigné des enjeux structurels, caractérisé par des relations de pouvoir structurelles sans remise en cause et se concentre principalement sur les changements de procédure. Les partenaires du Sud n'ont pas voix au chapitre, et les changements et propositions sont définis unilatéralement par les donateurs ou les organisations du Nord et imposés aux organisations locales qui décident de ce qui est bon pour les bénéficiaires et comment cela doit être fait. Ainsi, cette approche est généralement rhétorique, descendante, unilatérale et centrée sur l'ouest [14]. Il utilise la décolonisation comme une marque pour l'intégrer dans un récit dominant [39] pour l'expansion perpétuelle des institutions existantes travaillant vers une histoire unique du développement axé sur le bien-être humain [38].

Au milieu, l'*approche critique* poursuit la justice sociale, l'équité et l'autonomie, donnant à la société civile les moyens de lutter contre l'exploitation et une répartition plus équitable des ressources et atténuant les déséquilibres de pouvoir. Contrairement à l'*approche soft*, cet espace interroge et cherche à fixer les rapports de force et les violences générées par la dyade modernité-colonialité (ex. capitalisme, racisme, patriarcat, cis-hétéronormativité). Cependant, il utilise les canaux formels du système tels que l'autonomisation, la participation et le dialogue basé sur le consensus. Bien qu'il puisse utiliser des canaux alternatifs tels que des luttes et des protestations pour perturber le pouvoir, le système peut les considérer comme violents et non civilisés [30]. Par conséquent, il existe un risque que les organisations et les donateurs cooptent le discours de la décolonisation, comme cela s'est produit avec la participation, l'égalité des sexes et la durabilité [15], [17], [19].

L'approche critique pourrait aider à commencer à transférer le pouvoir. Cependant, il y a un danger que les résultats des actions puissent approfondir la colonialité plutôt que de la démêler [40]. S'il n'y a pas une véritable participation des pays partenaires au processus décisionnel et si tous les acteurs ne sont pas très vigilants sur leurs complicités dans le maintien du statu quo, leurs efforts seront vains. De plus, si les actions se limitent à réparer ce qui ne fonctionne pas dans le système sans perturber les violences de la modernité et de la colonialité, les barrières structurelles continueront à façonner l'industrie de l'aide au développement.

La troisième approche poursuit **Mettre au centre (PaCt)** la relationnalité, l'harmonie, l'humilité et la vie. Il cherche à prendre la dynamique de l'exclusion et de la discrimination au sein des structures de pouvoir hégémoniques en perturbant les héritages coloniaux, les relations de pouvoir et les privilèges [14] par le biais d'une unité humble et d'une résilience constructive [21]. Cette approche cherche des changements structurels soutenus par des valeurs traditionnelles telles que la réciprocité et l'interdépendance, renouant avec l'autre et la nature en nous déplaçant du centre du monde [30]. Ce changement exige ouverture, interdépendance et responsabilité collective [41]. Pour initier ce dialogue, les acteurs doivent aussi comprendre que la pauvreté, le pouvoir, la politique et les privilèges sont le produit de la mesquinerie et de l'insatiable désir d'accumulation, structurés en hiérarchies de race et de lieu [25]. Il faut aussi comprendre l'aide au développement comme un système.

L'approche de **PaCt** est une invitation à reconnaître la diversité des perspectives, des visions et des compréhensions du « développement ». Nos recherches ont clairement montré qu'il n'existe pas de voie unique pour changer l'industrie de l'aide au développement. Par conséquent, le changement doit être fait à tous les niveaux et inclure tous les différents acteurs, donateurs, gouvernements, ONG (internationales), organisations de base et bénéficiaires. Ces derniers doivent avoir le pouvoir de décision le plus important sur les actions mises en œuvre sur leur territoire, et ils doivent aussi être les plus grands bénéficiaires de ces actions. Le changement doit commencer par le bas, en respectant la souveraineté des communautés sur leurs territoires. Les acteurs doivent investir dans la création d'alternatives au développement, tel que nous le connaissons. L'approche de **PaCt** devrait se centrer sur les questions de la terre, de « ressources » naturelles, de l'environnement et d'exploitation tout en valorisant les savoirs et les histoires subalternes. Autrement dit, les acteurs doivent investir tous leurs efforts pour ne pas faire de la décolonisation une métaphore [20]. Au lieu

de cela, ils devraient oser à apprendre par l'expérimentation collective désordonnée, l'improvisation et la réflexivité tout en nourrissant des relations éthiques et équitables fondées sur le respect, la réciprocité et la solidarité [38].

La cartographie sociale présentée ci-dessus est proposée comme un outil pour engager les donateurs, les décideurs, les organisations des Nations Unies, les ONG, les universitaires, les militants et la société civile des donateurs et des pays partenaires dans des dialogues transformateurs. Bien qu'il s'agisse de conversations complexes, leur objectif est de sensibiliser, de désapprendre les habitudes matricielles de la modernité coloniale et de cocréer des récits alternatifs pouvant conduire à des changements structurels et procéduraux dans le système belge de coopération au développement. Dans ce processus, l'hyper-réflexivité [6] et la réflexivité collective [22] sont requises pour passer des monologues aux dialogues basés sur l'écoute et l'apprentissage mutuel [11] mais aussi à la dissidence pour imaginer et cocréer des futurs plurivers qui s'opposent aux modes de pensée et d'action coloniaux [42]. En pratique, cela signifie parcourir des chemins inexplorés sans crainte d'échouer ou de se perdre, mais avec le profond désir d'en tirer des leçons.

Sur la base de ce qui précède, nous recommandons d'utiliser la cartographie proposée pour aller au-delà de l'aide et de la coopération au développement vers un **PaCt(e)** « d'humble convivialité » où les partenaires sont désireux d'approfondir, d'apprendre à désapprendre et d'imaginer et de construire des voies alternatives. Construire ce PaCt(e) implique :

- a) Prendre le temps, le rythme et l'espace pour entamer des conversations complexes avec les pays partenaires pour imaginer et cocréer des futurs alternatifs pour aller au-delà du développement, de la croissance économique, du patriarcat, de l'individualisme, de la séparation, de la polarisation, de la cupidité et de l'arrogance en nourrissant des valeurs telles que la réciprocité, l'empathie, respect et prise en charge, non seulement des personnes mais aussi de la Terre Mère
- b) Comprendre, guérir l'inconscient et aborder les violences de la modernité coloniale (capitalisme, racisme, patriarcat, cis-hétéronormativité, extractivisme) et toutes les formes d'oppression et de discrimination, apprendre à désapprendre les habitudes intériorisées et culturelles de domination et concevoir un monde sans inégalités socio-économique
- c) Favoriser des dialogues transformateurs pour cocréer de nouveaux vocabulaires, significations et images d'un monde dans lequel de nombreux mondes peuvent être embrassés [43]
- d) Remplacer les relations traditionnelles donateur-bénéficiaire en cultivant la responsabilité relationnelle, la réciprocité et la complémentarité
- e) Transcender l'ordre néolibéral en créant des stratégies radicales de solidarité, d'harmonie et d'interdépendance alternatives
- f) Permettre une réflexion collaborative à la base en construisant des identités locales basées sur les connaissances locales et en améliorant l'accès à des espaces sûrs pour l'apprentissage mutuel et les actions collaboratives associées
- g) Arrêter la concurrence, la séparation et la fragmentation en partageant les expériences, les bonnes pratiques, les échecs, les données et les ressources nécessaires à l'inspiration mutuelle et à la pollinisation croisée
- h) Oser à investir du temps et des efforts pour explorer les complexités, les tensions et les paradoxes qu'entraînera un processus de décolonisation
- i) Maintenir et ne pas abandonner les efforts même si nous réalisons à quel point il est difficile d'abandonner nos privilèges et le coût élevé que cela implique
- j) Reconnaissance de la diversité des nations et du droit de chaque nation à planifier son propre développement, donc acceptation de l'hétérodoxie politique [11]

6. CONCLUSION

Tout au long de cette étude, les participants ont exprimé l'importance de la nécessité d'opérer un changement profond dans le système belge d'aide au développement. Les participants considèrent que malgré les intentions d'établir des partenariats paritaires avec les pays partenaires, ceux-ci n'ont pas été pleinement mis en pratique. Au contraire, les participants déplorent la persistance des effets de l'héritage colonial, du racisme structurel aux différentes formes de discrimination et de ségrégation, tout en ignorant les déséquilibres de pouvoir historiques [12]. Les participants soulignent également comment les programmes, les projets, les conceptions de recherche, la mise en œuvre et l'évaluation sont enracinés dans les valeurs et les connaissances occidentales qui dévalorisent les systèmes de connaissances locaux. Cette problématique est également liée à la faible participation des pays partenaires et à l'absence des communautés locales dans les espaces de décision.

Cette étude démontre qu'une véritable décolonisation de l'industrie de l'aide nécessite d'aller au-delà des changements de procédure et de lutter contre le racisme structurel et toutes les formes de discrimination. Bien que les participants considèrent que ce changement est nécessaire, la recherche montre également que les acteurs de l'aide au développement ne sont pas pleinement conscients ou ont de la difficulté reconnaître à quel point les héritages coloniaux sont profondément enracinés dans le système, nos sociétés et nous-mêmes. Certaines pratiques telles que le complexe du sauveur blanc, le regard blanc et le paternalisme renforcent les dynamiques (néo)coloniales et les systèmes de domination. Ainsi, sans s'en rendre compte, ils finissent par reproduire les violences de la modernité-colonialité.

Décoloniser la coopération/aide au développement belge impliquera d'accepter la décolonisation comme un processus contradictoire, complexe et imprévisible. Par conséquent, il doit entamer un dialogue ouvert et honnête entre tous les acteurs, d'abord pour continuer à sensibiliser aux héritages coloniaux du système et deuxièmement pour remettre en question la pensée et l'action quotidiennes, et troisièmement pour imaginer et expérimenter des voies alternatives à l'aide au développement. Dans ce but, ce rapport propose une cartographie sociale qui peut être utilisée comme un outil pédagogique pour sauter dans des eaux inexplorées.

L'outil pédagogique invite les participants à évoluer vers un Pacte d'« humble solidarité » et de résilience constructive, en réimaginant collectivement nos sociétés en envisageant un avenir dans lequel de nombreux mondes peuvent s'intégrer, sachant que ce ne sera pas un processus facile. Il faudra construire de nouvelles façons d'être en relation avec les autres et à la nature pour relever les défis mondiaux de manière collaborative. Nous espérons que la DGD, l'ARES et le VLIR-UOS poursuivront les conversations déjà entamées avec les ONG belges mais les élargiront et approfondiront ce travail avec les différents acteurs des pays partenaires, leur permettant d'être les moteurs de leur propre avenir.

7. RÉFÉRENCES

- [1] J. Gould, "Development Aid," in *Pluriverse. A Post-Development Dictionary*, A. Kothari, A. Salleh, A. Escobar, F. Demaria, and A. Acosta, Eds. Tulika Books, 2019, pp. 34–36.
- [2] R. Grosfoguel, "Del «extractivismo económico» al «extractivismo epistémico» y «extractivismo ontológico»: una forma destructiva de conocer, ser y estar en el mundo," *Tabula Rasa*, no. 24, pp. 123–143, 2016, doi: 10.25058/20112742.60.
- [3] M. Langan, *Neo-Colonialism and the Poverty of 'Development' in Africa*. Palgrave Macmillan, 2018.
- [4] A. Quijano, "Coloniality and Modernity/Rationality," in *Globalization and the Decolonial Option*, W. Mignolo and A. Escobar, Eds. New York: Routledge, 2010, pp. 22–32.
- [5] W. Mignolo, "Delinking. The rhetoric of modernity, the logic of coloniality and the grammar of decoloniality," in *Globalization and the Decolonial Option*, W. D. Mignolo and A. Escobar, Eds. New York: Routledge, 2010, pp. 303–368.
- [6] N. Maldonado-Torres, "Outline of Ten Theses on Coloniality and Decoloniality," *Foundation Frantz Fanon*, 2016. <http://frantzfanonfoundation-fondationfrantzfanon.com/article2360.html>.
- [7] J. Heron and P. Reason, "Inquiry Paradigm," *Qual. Inq.*, vol. 3, no. 3, pp. 274–294, 1997, [Online]. Available: <http://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/107780049700300302>.
- [8] W. Mignolo and C. Walsh, *On Decoloniality: Concepts, Analytics, Praxis*. Duke University Press, 2018.
- [9] M. Lugones, "The Coloniality of Gender," in *Globalization and the Decolonial Option*, W. Mignolo and A. Escobar, Eds. New York: Routledge, 2010, pp. 369–390.
- [10] C. Enns and B. Bersaglio, "On the Coloniality of 'New' Mega-Infrastructure Projects in East Africa," *Antipode*, vol. 52, no. 1, pp. 101–123, 2020, doi: 10.1111/anti.12582.
- [11] N. Girvan, "Power Imbalances and Development Knowledge.," 2007. [Online]. Available: <https://www.oecd.org/site/oecdgfd/39447872.pdf>.
- [12] A. Martins, "Reimagining equity: redressing power imbalances between the global North and the global South," *Gend. Dev.*, vol. 28, no. 1, pp. 135–153, 2020, doi: 10.1080/13552074.2020.1717172.
- [13] M. Liebman and R. Paulston, "Social Cartography: A new methodology for comparative studies," *Comp. A J. Comp. Int. Educ.*, vol. 24, no. 3, pp. 233–245, 1994, doi: 10.1080/0305792940240304.
- [14] T. Khan, "Decolonisation is a comfortable buzzword for the aid sector," *OpenDemocracy*, Jan. 15, 2021.
- [15] F. MirafTAB, "Insurgent Planning: Situating Radical Planning in the Global South," *Plan. Theory*, vol. 8, no. 1, pp. 32–50, 2009, doi: 10.1177/1473095208099297.
- [16] T. Medina and M. Villamar, "ORÍGENES Y EVOLUCIÓN DEL PENSAMIENTO CRÍTICO LATINOAMERICANO SOBRE DESARROLLO," in *Pensamiento Crítico Latinoamericano sobre Desarrollo*, no. June, T. Medina and M. Villamar, Eds. Catarata, 2020, p. 118.
- [17] S. Calkin, "Feminism, interrupted? Gender and development in the era of 'Smart Economics,'" *Prog. Dev. Stud.*, vol. 15, no. 4, pp. 295–307, 2015, doi: 10.1177/1464993415592737.
- [18] I. Kapoor, "Hyper-self-reflexive development? Spivak on representing the Third World 'Other,'" *Third World Q.*, vol. 25, no. 4, pp. 627–647, 2004.
- [19] K. Brown, "Sustainable adaptation: An oxymoron?," *Clim. Dev.*, vol. 3, no. 1, pp. 21–31, 2011, doi: 10.3763/cdev.2010.0062.
- [20] E. Tuck and W. Yang, "Decolonization is not a metaphor," *Decolonization Indig. Educ. Soc.*, vol. 1, no. 1, pp. 1–40, 2012.
- [21] V. Braun and V. Clarke, "Using thematic analysis in psychology," *Qual. Res. Psychol.*, vol. 3, no. 2, pp. 77–101, 2006, doi: 10.1191/1478088706qp0630a.
- [22] B. Sharpe, A. Hodgson, G. Leicester, A. Lyon, and I. Fazey, "Three horizons: A pathways practice for transformation," *Ecol. Soc.*, vol. 21, no. 2, pp. 1–15, 2016, doi: 10.5751/ES-08388-210247.
- [23] Z. Moussa, "Tips for trainers. Rivers of Life," *PLA*, vol. 60, pp. 183–186, 2009, [Online]. Available: <https://www.participatorymethods.org/resource/tips-trainers-rivers-life>.

- [24] W. Elbers, *The Partnership Paradox, Principles and Practice in North-South NGO Relations (Summary)*, no. January 2012. 2012.
- [25] R. N. Pailey, “De-centring the ‘White Gaze’ of Development,” *Dev. Change*, vol. 51, no. 3, pp. 729–745, 2019, doi: 10.1111/dech.12550.
- [26] G. J. S. Dei, “Decolonizing the University: The challenges and possibilities of inclusive education,” *Social. Stud.*, vol. 11, no. 1, pp. 23–61, 2016.
- [27] A. Moreno-Cely, D. Cuajera-Nahui, G. C. Escobar-Vasquez, T. Vanwing, and N. Tapia-Ponce, “Breaking monologues in collaborative research: bridging knowledge systems through a listening-based dialogue of wisdom approach,” *Sustain. Sci.*, vol. 16, no. 3, pp. 919–931, 2021, doi: 10.1007/s11625-021-00937-8.
- [28] A. Kothari, A. Salleh, A. Escobar, F. Demaria, and A. Acosta, “Finding Pluriversal Paths,” in *Pluriverse. A Post-Development Dictionary*, A. Kothari, A. Salleh, A. Escobar, F. Demaria, and A. Acosta, Eds. New Delhi: Tulika Books, 2019, pp. xxi–xlii.
- [29] R. Grosfoguel, “The Structure of Knowledge in Westernized Universities : Epistemic Racism / Sexism and the Four Genocides / Epistemicides of the Long 16th Century,” *Hum. Archit. J. Sociol. Self-Knowledge*, vol. 11, no. 1, pp. 1–19, 2013.
- [30] V. Andreotti, S. Stein, C. Ahenakew, and D. Hunt, “Mapping interpretations of decolonization in the context of higher education,” *Decolonization Indig. Educ. Soc.*, vol. 4, no. 1, pp. 21–40, 2015.
- [31] European Commission. Directorate-General for Research and Innovation, “She Figures 2021. Gender in research and innovation: statistics and indicators,” 2021. doi: 10.2777/06090.
- [32] J. Jayawickrama, “Humanitarian aid system is a continuation of the colonial project,” *Aljazeera*, Feb. 24, 2018.
- [33] B. de S. Santos, *Epistemologies of the South. Justice against epistemicide*. New York: Paradigm, 2014.
- [34] G. Murdock, “Commons manifestos: a reply to Bauwens and Ramos,” *Glob. Discourse*, vol. 8, no. 2, pp. 343–347, 2018, doi: 10.1080/23269995.2018.1461443.
- [35] L. Chancel, T. Piketty, E. Saez, and G. Zucman, “WORLD INEQUALITY REPORT 2022,” 2022. [Online]. Available: https://wir2022.wid.world/www-site/uploads/2022/01/Summary_WorldInequalityReport2022_English.pdf.
- [36] Peace Direct, Adeso, Alliance for Peacebuilding, and WCAPS, “Time to Decolonise Aid. Insights and lessons from a global consultation,” 2021. [Online]. Available: https://www.peacedirect.org/wp-content/uploads/2021/05/PD-Decolonising-Aid_Second-Edition.pdf.
- [37] Shift the power, “An open letter to International NGOs who are looking to ‘localise’ their operations,” *OpenDemocracy*, Mar. 08, 2020.
- [38] V. Andreotti, S. Stein, A. Sutherland, K. Pashby, R. Suša, and S. Amsler, “Mobilising different conversations about global justice in education: Toward alternative futures in uncertain times.,” *Policy Pract. A Dev. Educ. Rev.*, vol. 26, pp. 9–41, 2018, [Online].
- [39] B. Shringarpure, “Notes on fake decolonization,” *Africasacountry*, 2020. <https://africasacountry.com/2020/12/notes-on-fake-decolonization> (accessed May 05, 2022).
- [40] L. Tavernaro-Haidarian, “Why Efforts to Decolonise Can Deepen Coloniality and What Ubuntu Can Do to Help,” *Crit. Arts*, vol. 32, no. 5–6, pp. 104–118, 2018, doi: 10.1080/02560046.2018.1560341.
- [41] L. Tavernaro-Haidarian, “Decolonization and development: Reimagining key concepts in education,” *Res. Educ.*, vol. 103, no. 1, pp. 19–33, 2019, doi: 10.1177/0034523719839750.
- [42] A. Sium, C. Desai, and E. Ritskes, “Towards the ‘tangible unknown’: Decolonization and the Indigenous future,” *Decolonization Indig. Educ. Soc.*, vol. 1, no. 1, pp. I–XIII, 2012, doi: 10.1007/s10964-013-0081-8.
- [43] G. Esteva, “New political horizons: Beyond the ‘Democratic’ Nation-State,” *Radical ecological democracy*, Nov. 2019.
- [44] Royaume de Belgique, *Loi relative à la Coopération au Développement du 19 Mars 2013*. Belgium: Moniteur Belge, 2013, pp. 22563–22569.

